AP
20
.D32
no. 5

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur :
Maurice Bardèche

MAR 1957

Dans ce numéro :

400 Savants Hitlériens ont fait en sept ans la force des Soviets

■

Pas de partage de l'Europe

■

L'Afrique est aussi riche que les U. S. A.

■

(SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 2)

N° 5 MAI 1953 Prix : 100 frs

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES
GENERAL LIBRARY

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

28, Rue Serpente, **PARIS** (6e)

COMITE DE SOUTIEN

Jean-Louis Tixier Vignancourt, L.-M. Poulain, Maurice Gait, Odette Moreau, Maurice Bardèche, Michel Trécourt, Gérard Fontenay, Philip de Lus, Henri Bonifacio, Louis Teissier, R. Malliavin, Jean Lesieur, Roland Moncho.

SOMMAIRE

LES IDEES ET LES FAITS

— MAURICE BARDECHE : Pas de partage de l'Europe.

— JACQUES POILLOT : L'Afrique est aussi riche que les U.S.A.

— MAURICE MESTAT : L'armée des soldats peut être aussi l'armée du travail.

NOUVELLES EUROPEENNES, NOUVELLES POLITIQUES

Le complot du renversement des alliances. — Le voyage de Churchill à Moscou. — Le problème du Japon. — Comment on déclenche une guerre. — Les élections municipales. — La liquidation dramatique.

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

JOST JUNKER. — 400 savants hitlériens ont fait en sept ans la force des Soviets.

DOCUMENTS

NATION-EUROPA. — Le problème sibérien.

— De Gaulle et le R.P.F.

Copyright by DÉFENSE DE L'OCCIDENT, 28, Rue Serpente, PARIS (VI)

Les idées et les faits

PAS DE PARTAGE DE L'EUROPE

L'offensive de paix continue, mais elle s'effiloche. Il a bien fallu s'apercevoir que les sourires de M. Vichinsky n'étaient qu'une variante de la monnaie de singe et que les révolutions de palais dans cet empire oriental qui commence à la Vistule ne sont, après tout, que des histoires de sérail. Que devient la paix dans tout cela ? L'échange des blessés en Corée n'est pas la paix ; même l'armistice en Corée n'est pas la paix, ce n'est rien pour l'Europe ; l'accord sur le traité autrichien n'est pas la paix, ce n'est qu'un amuse-gueule. La paix a été *grippée* comme un moteur qui ne tourne plus, au lendemain de Potsdam quand les Russes ont dit : « Nous y sommes, nous y restons. Nous soviétisons et, là, passe la frontière. » Depuis ce temps, la carte de l'Europe est une situation militaire qui s'est figée; l'Europe est partagée par une ligne sur laquelle on s'est arrêté, le long de laquelle se trouvent deux armées en présence. Faire la paix, c'est essentiellement proclamer la fin de cette situation provisoire, décider le dégel de cette momification de l'Europe et, par conséquent, c'est essentiellement remettre en question le partage de l'Europe auquel l'emplacement de la ligne de combat avait donné lieu.

Tout ce qui est conforme à cette volonté de reprendre les choses au moment de la syncope, est un progrès vers la paix, et cela seul est un progrès vers la paix. Tout le reste, tout ce qui ne s'attaque pas au cœur du problème n'est qu'une manière de décrotter et d'éplucher dans laquelle on perd son temps : Corée, Autriche, prisonniers, médecins juifs, vœux de nouvel an, c'est

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

une façon de se moquer du monde car, après cela, il reste l'essentiel qui est la carte d'Europe.

C'est sur ce point précis que doit se manifester la volonté de paix des uns et des autres. Hors de là, il n'y a que des grimaces.

Le discours d'Eisenhower nous renseigne sur les intentions des Etats-Unis. L'énumération qu'il fait des conditions de paix est correcte et complète : elle comprend notamment la clause de la libération des Etats satellites d'Europe orientale. Son discours propose également l'évacuation de l'Allemagne par les troupes américaines, en échange de l'évacuation de la zone soviétique. Mais il est muet sur les bases militaires américaines en Europe, il maintient la doctrine d'un camp atlantique rattaché à la politique des Etats-Unis et il se termine en proposant un « âge d'or » du capitalisme libéral qui collaborerait avec l'économie marxiste.

L'Union Soviétique n'a pas répondu autrement que par un article de la *Pravda*, qui n'est pas un document officiel, par un discours de Molotov, assez vague. Mais la position communiste est connue, si l'on se réfère aux documents de l'an dernier, et, notamment, à la proposition soviétique sur l'Allemagne.

L'Union Soviétique s'en tient aux accords de Potsdam et elle demande qu'on discute à partir de ces accords. Elle propose une unification de l'Allemagne, mais à condition que l'Allemagne soit neutre, qu'elle ne puisse conclure aucune alliance et que son armement soit surveillé et limité. Elle soutient que les Etats satellites de l'Europe orientale ont choisi librement leur régime et qu'il n'est pas question que cette situation soit changée. Enfin, tout en restant hostile au Pacte Atlantique, on devine qu'elle considère cette politique comme une situation de fait à laquelle on ne peut rien changer et à laquelle elle se résigne pour les pays d'Europe occidentale qui échappent à son influence.

En somme, ces deux positions sont très éloignées l'une de l'autre. Et même, ce qui est encore plus grave, les Etats-Unis et l'Union Soviétique ne semblent pas parler de la même chose. Les Etats-Unis proposent une paix générale réglant notamment *toutes* les questions en Europe. L'Union Soviétique répond qu'il ne se pose pas de questions en Europe, sauf des questions particulières à l'Europe centrale, celle de l'Allemagne, celle de l'Autriche.

C'est un dialogue de sourds qui s'engage. L'Union Soviétique refuse de comprendre de quoi parle Eisenhover ; et Eisenhover refuse de prendre en considération ce qui est important pour l'Union Soviétique. Nous, pendant ce temps-là, nous sommes l'enclume sur laquelle frappent en cadence ces deux marteaux.

Si l'on veut regarder les choses en face, il faut admettre que la volonté de paix commence quand ce jeu de cache-cache cessera.

Pour nous, en Europe, c'est seulement l'analyse objective des faits qui peut nous aider à reconnaître une véritable offensive de paix, en dehors de laquelle tout est bavardage. Or, une analyse objective des faits met facilement en lumière les lacunes des positions actuelles, et, par conséquent, elle nous permet d'identifir ce qui serait la preuve d'une volonté de paix véritable.

La volonté de paix des Soviets, si elle existe, doit se manifester par la volonté de signer un traité de paix sur l'Europe. Ce traité de paix ne peut avoir pour point de départ, comme tous les traités, que la situation de l'Europe avant la déclaration de guerre, et non la carte de guerre à la fin des hostilités. Il est juste, il est normal que l'Union Soviétique victorieuse demande des garanties pour son territoire et exige des avantages sur la carte de 1939 en raison de cette victoire, mais il est contraire à tout esprit de paix qu'elle prétende conserver sous son contrôle des territoires qui ne sont tombés en sa possession que par l'avance de ses troupes.

Avant toute autre question, ce qui sert à déterminer la volonté de paix de l'Union Soviétique, c'est donc cette volonté d'ouvrir des négociations sur l'Europe pour aboutir au traité de paix. Qu'elle dise ses conditions : nous devons être prêts à les entendre dans un esprit réaliste, mais qu'à la base de ces conditions, il soit bien entendu que l'Europe doit redevenir d'abord ce qu'elle était autrefois.

Pour que cette solution soit possible, il faut que les Etats-Unis renoncent à faire de l'Europe la tête de pont d'un système stratégique ou politique dirigé contre l'Union Soviétique. La politique des Etats satellites est une politique naturelle, inscrite dans l'histoire ; ce n'est rien d'autre que la politique que nous admirons sous le nom de politique de Richelieu. Quand l'Union Soviétique s'oppose à l'Europe et veut régner par une chaîne d'Etats clients sur une Europe divisée, elle fait à l'égard de l'Europe ce que Richelieu faisait autrefois à l'égard de l'Allemagne. La constitution des Etats satellites est donc une politique de méfiance classique. C'est parce que l'Union Soviétique a peur, non pas de l'Europe, mais de ce que les Etats-Unis pourraient faire de l'Europe, qu'elle cherche à se protéger par ce glacis de pays amis. Pour qu'elle renonce à ce glacis, il faut d'abord, essentiellement, faire disparaître cette méfiance ou, du moins, la rendre sans objet. Il n'y a qu'une politique d'indépendance de l'Europe qui puisse obtenir ce résultat. Il est clair que l'Union Soviétique ne peut *libérer* les pays satellites que dans le cadre d'une politique générale de non-utilisation de l'Europe. L'Union Soviétique, si elle est sincère dans sa volonté de paix, doit accepter l'idée d'une Europe indépendante, et les Etats-Unis doivent renoncer en contre-partie à enchaîner cette Europe à leur système militaire. En dehors de cette solution, il n'y a que la guerre.

Le problème allemand est au centre de cette affaire. Il ne peut se régler que par une réunification de l'Allemagne, premier pas vers une Europe libre. Mais il ne peut se régler seul, et il serait infiniment dangereux de le régler seul.

Dans la perspective du projet russe, l'institution d'une Allemagne neutre et armée entre les deux blocs est une fausse solution de paix. Voici pourquoi. La création de cet Etat tampon n'appartenant ni aux uns ni aux autres, laisse subsister les situations acquises dans les autres parties de l'Europe. Accepter la neutralisation de l'Allemagne, c'est accepter comme une solution définitive le rattachement au bloc atlantique des pays d'Eu-

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

rope occidentale et la soviétisation des pays d'Europe orientale; c'est rendre définitif, c'est consacrer par un traité, le partage de l'Europe ; c'est en plus garder en réserve un *casus belli* permanent au moyen du formidable jeu d'influences politiques que les deux blocs mèneront sur le territoire allemand.

Le traité sur l'Allemagne n'est donc et ne peut être qu'une partie très importante d'un règlement d'ensemble, mais ce qu'il faut régler, car c'est là l'objet du traité de paix, c'est le sort de l'ensemble de l'Europe.

C'est ce qu'Eisenhower a parfaitement vu dans son discours en mentionnant comme une matière essentielle du règlement général, le sort des pays actuellement situés derrière le rideau de fer. Il n'y a pas d'Europe véritable sans que ces pays viennent la rejoindre avec le régime qu'ils se seront librement donnés, et il n'y a pas de paix véritable sans reconstitution de l'Europe.

⁂

Mais il est évident que nous sommes très loin de l'état d'esprit que suppose une pareille négociation. Le commentaire de la *Pravda* au discours d'Eisenhower que nos journaux ont la naïveté de trouver « encourageant » ne laisse pas d'illusions. Les Soviets se renferment dans l'hypocrisie de leur propre conception démocratique qu'ils opposent gravement à l'hypocrisie occidentale. Ils font les bons apôtres : « Que voulez-vous dire ? La Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie sont des peuples libres. Comment voulez-vous que nous intervenions dans leurs affaires ? Comment voulez-vous que nous renversions des régimes qui ont l'appui du peuple et qui ont gagné, après tant de luttes, leur indépendance nationale ? »

On peut continuer indéfiniment ce dialogue de pêcheurs à la ligne. L'Union Soviétique soutiendra toujours qu'elle ne voit aucun moyen, avec la meilleure volonté du monde, de changer les régimes d'Europe orientale. Les Occidentaux proposeront-ils des élections libres ? De quel droit décident-ils que les élections antérieures n'étaient pas « libres » ? Comment imposeront-ils à des gouvernements souverains en fait la présence d'observateurs pour contrôler de nouvelles élections ?

Comment tout cela peut-il être résolu sans une *participation active* de l'Union soviétique, qui est le contraire même du « commentaire » de la *Pravda* ? Ces évacuations *morales* sont infiniment plus difficiles à réaliser qu'une évacuation militaire. Elles supposent une collaboration *volontaire* de l'Union soviétique, une *retraite volontaire* qui dépasse de très loin comme témoignage de bonne volonté les minces signes d'apaisement dont on se contente présentement.

Cette solution est-elle réalisable ? C'est l'avenir seulement qui peut le dire. Elle apparaît aujourd'hui comme une chimère, et il est possible, en effet, qu'il soit maintenant trop tard et qu'elle soit devenue une chimère. Mais prenons garde alors que c'est la paix, elle aussi, qui est devenue dans ce cas une chimère. Du contact entre le monde américain et le monde soviétique, il ne peut sortir que la guerre. La neutralisation de l'Allemagne n'est

qu'une médecine qu'on propose au monde malade, ce n'est qu'une ingéniosité d'arbitrage. Cette neutralisation n'apaisera pas les méfiances et les deux adversaires seront toujours face à face, l'un tout près de l'autre, avançant leurs pions sur leur échiquier et guettant leurs défaillances. Et, un jour, l'un des deux tirera.

Seule une négociation générale, et une négociation avec contre-partie donne une chance véritable à la paix. Et quelle autre contre-partie peuvent offrir les Etats-Unis que l'abandon du système stratégique anti-soviétique, c'est-à-dire la révision de toute leur politique européenne, l'abandon de la *croisade démocratique* rooseveltienne et l'offre d'un partage une fois pour toutes des zones d'influence ? Tout se tient. Seule une reconstitution de l'Europe permet de résoudre le problème allemand, et seul un partage du monde permet d'obtenir une solution en Europe. La *politique de refoulement* est une politique de croisade qui risque de mener qu'à la guerre; elle peut être remplacée par une *politique de reconstitution* qui doit être la base de la paix. Et cette politique de reconstitution, ne se conçoit et ne peut se concevoir que fondée sur l'indépendance européenne reconnue et consentie par les deux blocs en présence. Ce n'est pas un Etat-tampon qui est à l'échelle de la politique actuelle. Il ne rendrait pas plus de services qu'une Suisse neutre ou une Belgique neutre n'en n'ont rendu à l'Europe autrefois et il présenterait les mêmes dangers et des dangers plus grands encore. C'est un continent-tampon qui est nécessaire entre les deux continents rivaux. C'est cette solution seule qui assure la coexistence pacifique.

⁂

Une fois de plus, nous retrouvons là tous les effets nocifs et stupides de la politique tortueuse de nos gouvernements judéo-chrétiens. Le projet d'armée européenne « intégrée » inventée pour empêcher la renaissance d'une armée nationale allemande, n'empêchera probablement pas l'existence d'une force allemande réelle, mais par contre, il est un obstacle à la solution des problèmes européens. La juxtaposition des armées nationales, au contraire, telle que nous n'avions jamais cessé de le réclamer, permettrait tous les pourparlers, car elle n'engagerait pas définitivement l'avenir. Ainsi, nos gouvernements ne savent plus comment se dépêtrer de leur manœuvre puérile, cauteleuse et inopérante. Leur hâte à conclure à tout prix est suspecte. On sent trop qu'ils veulent placer tout le monde devant le *fait accompli*. Or, ce « fait accompli », on voit bien, à la lumière des événements récents, qu'il rend toute négociation de paix impossible. L'armée européenne « intégrée », telle qu'elle est sortie du cerveau génial de Pléven et Jules Moch, on ne sait pas ce qu'elle vaut pour notre défense, mais on sait déjà qu'elle risque d'empêcher tout accord véritable.

Comment éviter de perdre du temps et d'être manœuvré si les Russes ont cette intention ? D'une manière très simple, conforme au bon sens et à la logique. Réarmons l'Europe sans perdre de temps, mais dans le cadre des armées nationales. Ce réarmement est une garantie de sécurité qui sera toujours valable, et en

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

même temps, il ne crée pas une situation inextricable dans l'avenir. Un tel réarmement n'est qu'un *équipement* des pays européens : il ne préjuge pas de la ligne politique future de l'Europe. Si l'accord sur l'Europe est impossible, nous n'aurons pas perdu un temps précieux et il sera toujours possible d'avoir très vite une armée européenne par la coordination des armées nationales. Et, en même temps, nous n'aurons mis aucun *obtacle de fait* devant les diverses solutions politiques qui peuvent être proposées.

⁂

Les arrières-pensées judéo-chrétiennes du plan Pléven ne sont pas les seuls calculs sournois qu'on rencontre sur la route de la paix. Les arrière-pensées du capitalisme international sont là, elles-aussi. Elles ne prennent pas une forme agressive. Elles ne dressent pas, comme le projet Pleven, un obstacle de fait, devant les négociations possibles. Mais la présence de ces arrière-pensées d'organisation capitaliste du monde « libre » n'en pose pas moins un problème.

Ce point de vue a été traité dans la dernière partie du discours d'Eisenhower. Il se présente sous la forme séduisante d'un « âge d'or » du capitalisme, espèce de paradis terrestre dans lequel les industries de guerre seraient reconverties à la faveur d'un désarmement général, et où les économies capitalistes et soviétiques collaboreraient dans une saine et édifiante émulation à l'équipement des régions déshéritées du globe.

Ce programme qui, en réalité, ressuscite le vieux rêve de Roosevelt en 1945, nous laisse extrêmement sceptiques. Sans parler des difficultés d'une collaboration harmonieuse entre l'économie capitaliste et l'économie soviétique, cette vision suppose à l'intérieur du monde capitaliste une euphorie politique et économique qui est loin de correspondre à la réalité, et elle suppose aussi, en fait, une sorte d'organisation économique librement consentie du monde non soviétique sous une direction américaine. Ou ce rêve est une pure utopie, ou il est la transposition en termes économiques du Pacte atlantique. Il suppose une économie atlantique libérale, où tout le monde serait content, les uns de s'enrichir, les autres de travailler pour l'enrichissement des premiers et où tout le monde accepterait, en effet, comme un paradis terrestre l'organisation capitaliste du monde non soviétique sous l'hégémonie de Wall Street.

Cette vision idyllique est peu réaliste, c'est le moins qu'on puisse en dire. En outre, elle perpétue la division du monde en deux blocs, à la fois idéologiquement et économiquement étrangers. Enfin, elle ne tient pas compte de l'état d'esprit de la classe ouvrière européenne. Ce n'est pas en proposant aux ouvriers d'Europe la perpétuation de ce qui existe actuellement, c'est-à-dire beaucoup de cabinets Mayer, relayés par des cabinets Bidault, et superposés à des cabinets Gasperi et Adenauer, qu'on arrivera à conquérir une adhésion qu'ils refusent obstinément, en fait, depuis sept ans, à la succession monotone des cabinets Mayer, Bidault, Adenauer et Gasperi.

L'adhésion de la classe ouvrière est indispensable à l'idée européenne. Si l'idée européenne n'intéresse pas le peuple, c'est-à-dire si elle ne devient pas une idée *populaire,* tout ce qu'on peut proposer est construction vaine. Or, l'idée européenne n'intéresse l'ouvrier que si elle lui apporte quelque chose, c'est-à-dire si elle le sort de la servitude capitaliste en lui offrant autre chose que la servitude communiste.

C'est ici que des idées neuves ont un rôle à jouer. L'avenir de l'Europe serait beaucoup plus clair si la classe ouvrière prenait parti pour l'idée européenne, et l'avenir de la paix serait beaucoup plus certain si une Europe ouvrière, ni communiste ni capitaliste, naissait entre les deux blocs et proposait ses solutions.

Or, l'idée européenne, si elle s'accompagne d'une économie européenne et d'une structure sociale proprement européene, est justement l'idée qui offre un avenir à la volonté d'affranchissement de la classe ouvrière. Elle est l'idée, la seule idée que nous puissions actuellement opposer au communisme, mais à la condition que l'idée de l'Europe soit inséparable de son contenu socialiste et de son contenu national.

C'est seulement une telle conception de l'Europe ouvrière qui pourra déjouer les manœuvres et les échappatoires de ceux qui mettent, en réalité, au-dessus de l'intérêt de la classe ouvrière, *quelque chose d'autre,* un intérêt politique qu'ils préfèrent ne pas démasquer. Tant qu'il n'existera pas un tel courant d'opinion en Europe, l'Union Soviétique et le parti communiste pourront toujours éluder toutes les questions, en se posant hypocritement en défenseurs de la classe ouvrière. Mais quand la classe ouvrière prendra conscience de son avenir en Europe, l'Union Soviétique et le parti communiste devront se prononcer avec clarté sur la situation des pays satellites de l'U.R.S S. Acceptent-ils que ces pays rentrent dans une Europe ouvrière qui ne serait inféodée ni au capitalisme ni au communisme ? Veulent-ils sincèrement la paix avec la liberté pour tous les peuples de choisir librement leur propre régime ? Ou préfèrent-ils à l'Europe ouvrière les intérêts stratégiques de l'U.R.S.S. et le maintien de ses annexions territoriales déguisées ? C'est seulement quand nous pourrons poser ainsi les questions que l'idée européenne sera une force politique.

⁂

Qu'on nous laisse donc tranquilles avec l'offensive de paix, tant qu'elle n'aboutit qu'à des politesses, des cérémonies chinoises ou des coups de chapeaux. Pour l'instant, *il n'y a rien de changé* à la situation internationale. Rien, absolument rien. Nous souhaitons, non pas quelque « détente internationale », nous nous moquons de la détente internationale qui arrange surtout les affaires d'une poignée de margoulins politiques, nous souhaitons une conférence de la paix, et nous voulons que cette conférence de la paix soit consacrée au rétablissement de la paix en Europe et dans toute l'Europe, et non à tel ou tel problème microscopique et épuisant comme le traité autrichien

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

ou l'affaire de Corée. Ce n'est pas dans une presqu'île perdue du Pacifique que se joue le destin du monde, c'est en Europe. Et ce n'est pas en ajoutant soixante-dix sept conférences de plénipotentiaires aux deux cent cinquante réunions de suppléants qui n'ont pas fait avancer d'un pas l'affaire autrichienne, que nous arriverons à quelque chose. C'est seulement dans une conférence générale où *tout sera remis en question* que nous pourrons sortir des positions cristallisées depuis six ans. Et cette conférence de la paix, c'est à la *reconstitution* de l'Europe qu'elle doit être consacrée, non au partage de l'Europe. Comme le partage de la Pologne, dans l'Europe d'autrefois, le partage de l'Europe dans le monde moderne ne peut être qu'une source de guerres. Etre pour la paix, c'est être contre les annexionnistes quel que soit leur prétexte.

Contre ce partage de l'Europe qui perpétue la sujétion des pays européens aux grands empires, disons à tous ceux qui se prétendent partisans de l'Europe : « Unissons-nous pour refuser le partage de l'Europe. L'Europe est notre terre, elle a été la terre de nos pères, elle est le seul gage de notre liberté ». Apprenons aux hommes d'Europe, aux ouvriers d'Europe à ne pas laisser partager leur héritage, à ne pas se laisser voler leur capital d'hommes libres. Apprenons-leur à dire, comme les petits enfants de Corée : « Bas les pattes sur l'Europe ».

Maurice BARDECHE

VACANCES EN ESPAGNE

La Section Féminine de la Phalange organise, sur une plage de la Méditerranée, à Masnou, près de Barcelone, une auberge d'été internationale pour jeunes filles. Le séjour de vacance est d'un mois, du 1er au 31 juillet, ou du 1er au 31 août. Le prix de la pension est de 25 pesetas par jour (environ 200 francs). Le programme de vacances comporte des distractions culturelles et des excursions qui sont les unes et les autres facultatives. Le prix des excursions (Barcelone, abbaye de Montserrat, Chartreuse de Tarragone, Majorque, Gerone, Costa Brava) n'est pas compris dans le prix de la pension.

Pour tous renseignements et inscriptions s'adresser à *Défense de l'Occident* qui transmettra. Exceptionnellement, dans certains cas, des échanges avec des organisations féminines ou des personnes privées peuvent être envisagés.

L'AFRIQUE EST AUSSI RICHE QUE LES U.S.A

::::

Si l'on a pu dire de certains livres qu'ils étaient des actes, cette constatation s'impose avec évidence à propos de l'essai qu'Auton Zischka vient de consacrer à l'Eurafrique. Cet essai où une imagination grandiose se fonde sur une information technique et économique rigoureuse qui ne cesse d'en contrôler les élans, nous paraît même, s'il est lu avec l'attention qu'il mérite, susceptible d'avoir dès maintenant une toute autre efficacité que les bavardes délibérations de Strasbourg ou que les rencontres stériles de nos politiciens en mal d'Europe.

Si l'on peut être parfois tenté de faire à Zischka le reproche d'avoir une conception trop strictement économique et technique, on pourrait dire technocratique des problèmes que nous pose notre avenir, force nous est bien de constater toutefois que, si une Europe est en train de naître sous nos yeux, elle est jusqu'à maintenant l'œuvre des seuls ingénieurs et des seuls hommes d'affaires. Il nous appartient seulement d'être assez vigilants pour que l'Europe des ingénieurs ne devienne pas l'Europe des financiers, pour que la technocratie ne soit pas en fin de compte le dernier avatar du capitalisme international.

S'il est indispensable, pense Zischka, de réaliser une communauté européenne, ce n'est pas suffisant ; si l'Europe veut reconquérir une indépendance que lui ont fait perdre trois siècles et demi d'une occidentalisation dont a fini par sortir ce pacte atlantique qui consacre notre abaissement, il faut qu'elle réalise son union avec l'Afrique, son prolongement naturel. Sans l'Afrique, sans la mise en valeur en commun des immenses ressources à l'inventaire desquelles Zischka nous convie, l'Europe ne pourra se libérer de la tutelle américaine et se défendre efficacement contre l'impérialisme russe. Elle restera condamnée à cette politique atlantique qui, à long terme est un défi au bon sens, puisque l'Europe et l'Amérique ne constituent pas une unité naturelle, et qui, dans l'immédiat et sous son seul aspect stratégique, ne peut se révéler que comme une dangereuse utopie, ne tenant pas compte de la menace permanente et mortelle que constituerait, en cas de guerre, l'énorme flotte sous-marine des Soviets.

N'est-ce pas Richard Olney, le secrétaire d'Etat du Président Cleveland, qui, nous rappelle Zischka, disait déjà en 1825, qu'un

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Océan de 3.000 milles donnerait toujours à toute union politique entre l'Amérique et l'Europe un caractère précaire, désavantageux et illogique ?

Alors que, géographiquement l'Europe n'est qu'une pure fiction, l'Europe et l'Afrique constituent, au contraire, une unité naturelle.

Si nous parvenons à faire passer dans les faits, la conscience que nous en avons, l'Eurafrique pourra faire contrepoids à l'Eurasie. L'ouest et le centre de l'Europe deviendront le vrai centre de gravité du continent Afri-Eurasien, et l'équilibre étant ainsi rétabli, l'Europe cessera d'être l'inévitable proie du bolchevisme, en même temps qu'orientant toutes ses forces vers l'Afrique, elle mettra fin à cette occidentalisation qui a fini par faire d'elle une colonie américaine.

Elle y parviendra d'autant plus aisément qu'elle sera ainsi en mesure de développer des échanges économiques et spirituels intenses avec les pays neutres de l'Asie du Sud-Est, qui échappent jusqu'à maintenant à l'influence directe du bolchevisme, et avec cette Amérique ibérique, fruit du génie de l'Espagne et du Portugal, dont le nationalisme populaire de plus en plus conscient de ses forces cherche à desserrer l'étreinte du colonialisme yankee.

Les excès de l'occidentalisation sont donc pour Zischka la cause principale de la décadence de l'Europe. Peut-être n'est-il pas inutile de s'attarder quelques instants sur ce phénomène d'une importance en effet capitale, auquel le célèbre géopoliticien consacre quelques-unes des pages les plus remarquables de son livre.

Le jour où l'Atlantique a supplanté la Méditerranée et la Baltique, l'abaissement de l'Europe était inévitable ; la découverte de l'Amérique et de la route des Indes, la fondation des empires coloniaux qui s'en est suivie, ont paradoxalement, libéré les forces qui concourent à notre déchéance. L'Europe s'étant en effet détournée de la Baltique et de la Méditerranée, le commerce fut orienté exclusivement vers l'ouest. Comme l'Europe occidentale avait d'autre part, la chance de posséder dans son sol, du charbon et du fer, elle put avec les capitaux concentrés dans les grands centres commerciaux s'industrialiser très rapidement dès le XVIIIe siècle. Il se produisit, au cours du siècle suivant, une énorme poussée démographique qui couvrit l'ouest de grands centres industriels. Dans le même temps, les pays de l'est et du sud de l'Europe, confinés dans une économie exclusivement agricole, privés de matières premières industrielles, tombèrent dans la léthargie la plus complète.

Il y eut ainsi deux Europes, l'Europe de l'Industrie et l'Europe des Paysans, qui en vinrent petit à petit à ne plus avoir d'intérêts communs.

On aurait pu penser que les économies de ces deux Europes pourraient devenir complémentaires, l'Europe des paysans fournissant à l'Europe de l'Industrie les produits agricoles nécessaires au ravitaillement des grandes agglomérations industrielles, qui auraient en échange livré à l'Europe méditerranéenne et à l'Eu-

rope orientale les produits industriels et les machines qui leur manquaient. En fait, l'économie de ces pays ne pouvant se développer à cause de l'absence de capitaux et le niveau de vie de leurs habitants restant misérable, ils ne purent absorber le trop plein de la production industrielle de l'ouest qui préféra se tourner vers l'Amérique pour trouver des débouchés. En échange, l'Europe occidentale dut acheter au nouveau monde une part sans cesse croissante des produits agricoles qu'elle avait d'abord achetés aux pays de l'est et du sud. La population de ces pays condamnée à une intolérable misère, n'eut alors qu'une ressource, émigrer, et l'Europe perdit ainsi en moins d'un siècle, 62 millions de producteurs.

Cet afflux d'émigrants, parmi lesquels il n'y avait pas que des agriculteurs, mais aussi des ingénieurs et des ouvriers, vint renforcer l'économie américaine, qui put ainsi s'industrialiser rapidement et concurrencer sur son propre terrain, l'économie industrielle de l'Europe occidentale.

Ainsi s'effondrait le rêve naïf des capitalistes occidentaux d'une division internationale du travail. Il n'en restait pas moins que les paysans de l'est et du sud de l'Europe avaient été sacrifiés aux intérêts financiers du capitalisme occidental.

Les excès de l'occidentalisation furent ainsi à l'origine de crises économiques et sociales et d'un déséquilibre politique de plus en plus aigu, d'où naquit la rivalité anglo-allemande, la première guerre mondiale et le bolchevisme. La seconde guerre mondiale naquit, au contraire, des efforts faits par l'Allemagne pour compenser les excès de l'occidentalisation, pour tenter de jouer à plein son rôle d'organisatrice de l'Est de l'Europe, auquel la vouait sa position médiane.

La guerre s'étant soldée par la perte de l'Europe orientale, la naissance de l'Eurafrique doit mettre un point final à cette occidentalisation dont est sortie la vassalisation de l'Europe.

Il faut donc que l'Afrique devienne la tâche commune de tous les peuples européens, y compris de ceux qui n'y ont pas ou plus de colonies, comme l'Allemagne et l'Italie qui peuvent nous apporter l'aide de leurs capitaux et le travail de leurs millions de chômeurs. Mais pour qu'elle puisse devenir cette tâche commune, l'union européenne est indispensable et nous n'avons pas une minute à perdre pour la réaliser.

⁂

Parvenu à ce point de son raisonnement, Zischka fait quelques remarques qui nous semblent de nature à retenir l'attention des partisans de l'Europe nationale, telle qu'elle a été définie par le manifeste pour le mouvement européen.

L'union européenne ne naîtra pas, pense Zischka, de vastes projets trop ambitieux, mais de solutions partielles et successives dont les réalistes sauront se contenter au fur et à mesure. Elle ne naîtra donc pas des conceptions systématiquement fédéralistes de Strasbourg, mais d'un ensemble d'ententes bilatérales. L'Europe se fera autour de l'entente franco-allemande et de l'entente franco-italienne, indispensables étapes vers la fédération

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

d'où naîtra la nation européenne. L'Europe ne naîtra pas non plus d'une idéologie commune qui serait imposée, mais du travail de peuples qui se décideront à raisonner dans un esprit de justice et de tolérance. En d'autres termes, si nous voulons l'Europe, nous devons renoncer à la démocratie obligatoire et à l'antifascisme.

Si nous nous décidons à travailler dans cet esprit, alors l'Eurafrique pourra devenir une réalité, car nous avons à notre disposition, affirme Zischka, des faits accomplis techniques et économiques grâce auxquels nous pourrons contraindre nos hommes politiques et nos diplomates à une collaboration efficace. Nous devons donc travailler à partir de ces faits accomplis et non pas nous perdre en discussions idéologiques stériles, car ce n'est pas une idéologie, quelle qu'elle soit, qui nourrira les hommes d'Europe, mais le travail, et le travail c'est l'Eurafrique qui le leur donnera.

Il y aurait, certes, quelques réserves à faire sur la conception assez étroitement économique que Zischka a des problèmes que pose la réalisation de l'Eurafrique. Cette conception trouve une expression particulièrement frappante lorsque l'auteur affirme que l'Eurafrique est une entreprise concrète, simple, contrôlable, une tâche d'ingénieurs qui n'ont que faire de congrès mondiaux de la paix et de slogans publicitaires, une œuvre de techniciens élaborée avec sang-froid sur des données concrètes.

Nous voyons trop bien quels hommes bavards et néfastes vise Zischka dans cette phrase dédaigneuse et nous savons bien que ce ne seront ni Spaak, ni Yves Farge qui feront l'Europe, mais les ingénieurs ne pourront pas faire l'Europe tout seuls et nous ne voulons pas d'une Europe gouvernée par une Technocratie pour le compte d'une Synarchie.

Zischka nous dévoile-t-il vraiment le fond de sa pensée sur ce point, à nos yeux primordial ? Est-ce prudence d'économiste soucieux de ne pas s'aventurer sur les sables mouvants de la politique, manifestation de cet apolitisme instinctif de l'allemand dont nous parlait naguère Paul Berger, et qui le rend si perméable à cet « *american way of life* » où il n'y a plus qu'un seul souci : produire ? Ou bien encore Zischka souhaite-t-il, lui aussi, cette Europe, synthèse des meilleurs éléments de la démocratie et du fascisme qu'Alfred Fabre-Luce appelle de ses vœux depuis des années ?

Mais quelles sont les raisons ou, pour parler comme Zischka, les faits accomplis techniques et économiques qui doivent inviter les peuples de l'Europe à s'associer pour la mise en valeur commune de l'Afrique ?

Nous serons ici volontairement brefs. Il ne nous est pas possible de refaire, après Zischka, l'inventaire des ressources africaines et notre souhait est, en outre, que nos amis lisent avec attention ce livre qui est le plus bel acte de foi dans l'avenir de l'Europe qui pouvait leur être proposé en ces temps d'humiliation.

La première raison est que les climats de l'Europe et de l'Afrique sont complémentaires et que notre continent n'atteindra ses limites naturelles que par la réunion des pays tropicaux d'Afrique

avec les terres au climat tempéré de l'Europe. Or, la capacité de production des zones tropicales est, pour la même unité d'espace, trois fois supérieure à celle des zones tempérées. La zone tropicale d'Afrique, qui s'étend sur 20 millions de km², est extrêmement peu peuplée, elle pourra donc aisément livrer à l'Europe sa production excédentaire.

La deuxième raison est que l'Afrique est une énorme réserve d'énergie inexploitée. Elle est, de très loin, avec 52,5% des réserves d'énergie hydraulique du monde, le continent le plus riche. Cette richesse compense largement sa pauvreté en hommes. On a souvent dit que le principal obstacle au développement de l'économie africaine était la faible densité de la population et l'impossibilité pour les Européens, en raison du climat, de s'y installer d'une façon durable, à l'exception de l'Afrique méditerranéenne et des hauts plateaux de l'Afrique centrale, orientale et méridionale. Mais l'Afrique possède 243 millions de CV. dont 99% sont encore inexploités et qui représentent, comme potentiel industriel, l'équivalent de 5 milliards de travailleurs. Encore, ces chiffres, basés sur les seules possibilités que nous offrent, par exemple, le Moyen-Congo et le Haut-Nil (l'aménagement du Congo pourrait fournir, à lui seul, 135 millions de CV., soit le double de la capacité totale de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale) ne tiennent-ils pas compte du supplément d'énergie que pourrait nous fournir la réalisation du projet grandiose conçu par le géologue allemand Hermann Soergel et que Zischka désigne sous le nom de Mer du Congo.

Ce projet, dont la réalisation demanderait 130 ans, est basé sur le fait que le bassin du Congo a été, aux premiers âges de la terre, une mer intérieure plus grande que la Mer noire. La construction d'un barrage à l'endroit approprié permettrait de transformer à nouveau le bassin du Congo en une mer d'une superficie d'un million de km² qui serait réunie au Tchad par l'Oubangui. L'écoulement du Tchad dans la Méditerranée étant non seulement possible mais, nous dit Zischka, prévu par la nature, ainsi serait créé un second Nil parallèle au premier. Non seulement ce nouveau Nil permettrait de fertiliser 2 millions de km² dans le Sahara qui constitueraient une nouvelle Egypte beaucoup plus vaste que le pays des pharaons, mais il créerait une voie de communication directe reliant le cœur de l'Afrique aux régions industrielles d'Europe occidentale et permettant l'exploitation de l'Afrique par l'intérieur. Or, le problème primordial de l'Afrique est, outre celui de l'équipement, le problème des communications.

Le projet de Soergel n'est, certes, pas immédiatement réalisable ; des années d'étude seront nécessaires pour dresser des plans plus précis, mais il nous indique la voie dans laquelle nous devons travailler et il constitue, nous dit Zischka, « une de ces idées simples et grandioses qui préfigurent l'avenir ».

Ferdinand de Lesseps ne passait-il pas, lui aussi, pour un Saint simonien illuminé ? Pour construire le canal de Suez, il avait à forcer la nature, nous n'avons, nous, qu'à travailler avec elle.

Mais que ferons-nous, objecteront certains, des énormes quantités d'énergie que libérerait la réalisation de tels projets ? En

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

aurons-nous économiquement l'usage ? On peut d'abord répondre que les besoins en énergie électrique augmentent 400 fois plus que la population et que, loin d'avoir un excédent d'énergie électrique, nous souffrons, au contraire, d'un déficit dans la plupart des pays d'Europe, exception faite de la Norvège et de l'Autriche dont les ressources, à cet égard, de même que celles de la France, sont encore très loin d'être exploitées à fond. Nos besoins réels sont actuellement 4 fois supérieurs à la consommation et nous n'aurons jamais trop de courant pour vêtir et pour nourrir nos populations européennes.

L'Afrique pourrait, en effet, devenir, grâce à ses ressources d'énergie hydraulique, le grand fournisseur de l'Europe en engrais chimiques. Les engrais azotés sont absolument indispensables à l'essor de nos agricultures ; certains pays d'Europe comme l'Espagne et l'Italie manquent cruellement de tels engrais et s'épuisent à essayer d'en fabriquer chez eux.

Or, pour fabriquer une tonne d'azote, il faut en moyenne 11.000 kw. de courant. Rien ne nous empêche donc d'installer, à proximité des réserves d'énergie hydraulique du Congo, de vastes usines chimiques qui n'exigeront que très peu de main-d'œuvre, tout ou presque y fonctionnant automatiquement. Cette énergie hydraulique permettrait, en outre, de traiter sur place les métaux légers dont le sous-sol de l'Afrique surabonde. Il ne faut pas, en effet, oublier que l'Afrique fournit actuellement 23% de la production mondiale du manganèse, 45% de celle de chrome, 85% de celle de cobalt, 70% de celle de vanadium, qu'elle possède les immenses réserves de cuivre du Congo (40 % des réserves mondiales), où l'on trouve, en outre, de très riches mines d'étain, et, surtout, fait capital pour l'avenir industriel de l'Eurafrique, la plus importante mine d'uranium du monde. Enfin, l'Afrique possède de vastes réserves de bauxite. En utilisant l'énergie du Congo et des autres grands fleuves africains, nous pourrons fabriquer un tonnage d'aluminium de plus en plus important et traiter sur place, donc à meilleur prix, la plupart de ces métaux légers dont l'importance pour les industries modernes, en particulier celles de l'aviation et de l'automobile, est primordiale. Or, il ne faut pas oublier que pour traiter une tonne de métal, les ressources de courant électrique sont également un facteur très important.

Ce ne sont d'ailleurs pas là les seules richesses de l'Afrique, si ce sont généralement celles que nous connaissons le moins bien.

Les 322 millions d'hectares de la forêt africaine doivent nous permettre de compenser la perte des territoires de l'Est européen qui étaient, jusqu'à la dernière guerre, avec la Scandinavie, les principaux fournisseurs de bois de l'occident. Nous avons besoin de bois pour nous vêtir, pour diffuser notre pensée et surtout pour nous loger. Pour remplacer les maisons détruites par la guerre et celles qui menacent ruine, l'Europe doit construire plusieurs millions de logements chaque année et le bois est indispensable pour satisfaire à ces exigences.

Pour se faire une idée du travail qui reste à faire en Afrique

dans ce domaine, il suffit de savoir que les 322 millions d'hectares de la forêt africaine ne produisent actuellement que 20 millions de stères de bois par an, alors que les 273 millions d'hectares de l'Europe en fournissent 455 millions. Et nous ne parlons pas de l'essor qu'une exploitation intensive de la forêt africaine pourrait donner à nos industries chimiques. Pour en saisir l'ampleur, rappelons-nous que 175 produits chimiques sont fabriqués à partir du bois et que l'industrie, si importante actuellement, des résines synthétiques est inconcevable sans le bois.

Non moins impérieux que nos besoins en bois sont nos besoins en huile et en graisses végétales. La production mondiale a eu beau quadrupler en quarante ans, nos besoins actuels sont loin d'être satisfaits. Le Sahel africain qui s'étend sur 6.000 km d'est en ouest pourrait, à condition d'être irrigué et de recevoir 10 à 12 millions de colons, décupler sa production d'arachide qui pourrait être portée à 5 millions de tonnes ce qui permettrait de satisfaire à la consommation annuelle de 110 millions d'Européens.

Pour nous vêtir, l'Afrique nous offre les 850.000 tonnes annuelles de la récolte égyptienne de coton, qui représente 10% de la production et 18% des exportations mondiales. Cette production peut actuellement couvrir la moitié des besoins de l'industrie cotonnière européenne. Le reste de ces besoins pourrait être partiellement couvert par le développement des cultures cotonnières sur le Haut-Niger que permettrait la réalisation des installations hydrauliques actuellement à peine commencées et qui, dans un espace de 10 ans, peuvent nous faire espérer une récolte de 300 000 tonnes de coton par an.

Enfin, le sous-sol africain ne recèle pas que ces métaux légers dont nous avons tout à l'heure souligné l'importance. Les ressources en pétrole commencent à peine à être prospectées et exploitées. L'Egypte en produit, d'ores et déjà, 2 millions de tonnes par an et il semble bien qu'à cet égard l'Afrique du nord tout entière possède d'aussi importantes réserves que celles du golfe Persique. Seuls, les intérêts des grandes compagnies américaines et anglaises se sont jusqu'à maintenant opposés à l'utilisation de ces réserves.

L'Afrique du nord possède également les importants gisements de phosphate de Tunisie et du Maroc qui produisent annuellement plus de 7 millions de tonnes, sans parler du charbon saharien, dont l'exploitation ne fait que commencer ; les mines de fer de cette région fournissent actuellement plus de 5 millions de tonnes de minerai. Il est inutile de dire à quel point cette industrie extractive pourrait être développée grâce à la mécanisation poussée que permettrait l'aménagement hydroélectrique de l'Atlas.

***

Pour mettre en valeur et tirer le profit maximum des richesses dont, avec Zischka, nous venons de faire le rapide inventaire, il est évident que toutes les nations d'Europe doivent s'associer. Seule la mise en commun de leurs capitaux, de leurs techniques, de

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

leurs travailleurs peut tirer de leur sommeil ces richesses qui doivent permettre à l'Europe, d'abord de recouvrer son indépendance économique et politique et, par là, d'apporter la paix au monde (car c'est la faiblesse actuelle de l'Europe qui peut créer les conditions de la prochaine catastrophe), ensuite de porter le niveau de vie de nos peuples à un point au moins aussi élevé que celui actuellement atteint par le peuple américain.

L'Afrique est le seul véritable espoir de l'Europe, sa seule chance de grandeur. Ne laissons pas perdre cet espoir, ne laissons pas passer cette chance. Par l'union européenne, créons les conditions de la paix entre l'Est et l'Ouest et faisons de l'Afrique le lieu commun de l'Europe. Rappelons-nous sans cesse le mot d'ordre que Robert Brasillach nous donnait en 1942 : en Europe, la paix, en Afrique, la grandeur.

La France, la Belgique, l'Angleterre seules sont incapables de mettre en valeur la totalité des immenses territoires qu'elles possèdent sur l'énorme continent noir. Mais l'Allemagne peut apporter les capitaux qui nous manquent et notre devoir de Français et d'Européens est de nous associer avec elle pour le financement des grands travaux que requiert le développement de l'économie africaine. Mais l'Italie est là avec ses 10 millions de chômeurs condamnés à une incroyable misère, prêts à prendre le chemin de cette Afrique que leur avait ouvert Mussolini.

L'exemple de l'Afrique du nord nous montre ce que peut donner lo collaboration intelligente et loyale de Français, d'Italiens et d'Espagnols, tous fils de la vaillante Europe, peinant ensemble en la même tâche, mangeant ensemble le pain d'une même terre. Si le Maghreb connaît actuellement l'éclatant essor où nous trouvons une partie de notre fierté d'être Français, nous ne devons pas oublier que c'est aussi à la peine des colons italiens et espagnols que nous le devons.

Cette expérience décisive peut et doit être recommencée, non seulement avec l'Italie et avec l'Espagne, mais aussi avec l'Allemagne, en Afrique occidentale et au Congo belge, dont le brillant développement actuel est la promesse d'un avenir dont la réalisation exige des ressources financières et techniques qui ne sont pas à l'échelle de la Belgique, mais qui seront à l'échelle de l'Europe.

Un exemple particulièrement frappant de la disproportion entre les moyens mis en œuvre par les actuelles puissances coloniales et les possibilités que nous offre l'Afrique nous est fourni par la production cotonnière du Haut-Niger. Cette région, ou le FIDES, a investi d'importants capitaux péniblement rassemblés fournit actuellement 35.000 tonnes de coton par an et nous espérons dans dix ans doubler cette production. Or, nous l'avons vu, avec les aménagements hydrauliques nécessaires, cette région pourrait fournir 300.000 tonnes de coton par an, c'est-à-dire 100.000 tonnes de plus que les importations actuelles de notre pays.

Nous ne devons certes pas nous cacher que pour réaliser l'Eurafrique nous nous heurterons à des oppositions sentimentales nées

des sursauts du nationalisme français. Nous nous heurterons aussi, et le combat sera plus dur, à des intérêts financiers dont la plupart ne sont pas exclusivement français ou belges, et cela est inquiétant. La récente création de sociétés franco-américaines telles que la CompagnieMinière de l'Ogooué, telles que l'E.M.A.C. et la SOMINI, toutes deux filiales de la Newmont Mining C° dont Zischka ne pouvait avoir connaissance au moment où il écrivit son livre, révéle d'une part, une volonté de participation directe des Etats-Unis à la mise en valeur de l'Afrique à laquelle nous ne pouvons être qu'opposés et laissent prévoir, d'autre part, une opposition farouche de certains milieux capitalistes français et belges aux projets d'intégration économique de l'Afrique tels que celui qui a été présenté en septembre dernier par le Dr. Zemler, délégué allemand à l'Assemblée Européenne de Strasbourg. La création patiente d'une communauté politique européenne permettra sans doute de surmonter petit à petit les obstacles sentimentaux, il nous suffira pour cela de vouloir être un peu plus chaque jour Français d'Europe, comme disait Drieu-La-Rochelle, mais les manœuvres qui se font jour actuellement du côté capitaliste doivent nous renforcer dans notre volonté d'une Europe nationale qui évitera que, sous le couvert du fédéralisme démocratique et de la technocratie, l'Europe ne soit, en fin de compte, le poste avancé du capitalisme yankee.

Plus grave encore pour la réalisation de l'Eurafrique, et Zischka en convient, est l'attitude actuelle de la Grande-Bretagne et son refus de s'intégrer à l'Europe. Il ne faut pas oublier, en effet, que la Grande-Bretagne est installée au cœur de l'Afrique, qu'elle y possède quelques-uns des territoires les plus riches et les plus évolués économiquement, parce que les plus favorables à l'installation des Européens de tout le continent noir. Contrôlant les sources du Nil, elle peut exercer un véritable chantage sur l'Egypte, conservant de puissants intérêts financiers dans l'union Sud-Africaine, elle peut efficacement freiner l'éventuelle volonté de collaboration avec l'Europe du gouvernement nationaliste de Pretoria.

Enfin, elle a installé, à Nairobi, capitale du Kenya, le siège du quartier général impérial et cherche actuellement à créer une fédération de l'Afrique centrale dans laquelle, par des manœuvres et des pressions de toutes sortes qui se sont manifestées d'une façon significative lors de l'abdication du roi Léopold III, elle espère englober le Congo belge.

Le seul remède à cette politique qui risque de priver l'Eurafrique d'une de ses régions vitales réside dans la conscience que prendra peut-être la Grande-Bretagne des dangers que contient pour elle une politique fondée exclusivement sur l'alliance atlantique et qui l'amènera petit à petit, comme l'Europe, à tomber dans la dépendance totale des Etats-Unis.

Quoiqu'il en soit de ces difficultés, l'Europe n'en doit pas moins se tourner vers son avenir et nous devons être reconnaissants à Zischka de nous avoir montré que cet avenir était en Afrique, cette Amérique de l'Europe.

Jacques POILLOT.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

L'ARMEE DES SOLDATS PEUT ETRE AUSSI L'ARMEE DU TRAVAIL

.....

Au moment où le projet d'armée européenne, primitivement lancé en vue d'ajourner *sine die* tout réarmement allemand sans toutefois froisser le bailleur de fonds américains, entre dans une phase de difficiles négociations, de tergiversations, de marchandages, peut-être conviendrait-il d'examiner la situation de l'armée française, que d'aucuns voient déjà en péril de mort au sein de la communauté défensive européenne.

Cette armée française n'a, en réalité, guère besoin des risques d'une intégration partielle ou totale dans un amalgame européen pour connaître une crise sérieuse. Ses effectifs, de l'ordre de 900.000 hommes, peuvent sembler *à priori* rassurants ; en fait, elle souffre d'une pénurie de cadres et, circonstance aggravante, son moral est désastreux, elle n'a aucune foi en elle-même. La folle politique suivie depuis la fin de la guerre l'a démembrée et vidée de sa substance. Les meilleurs cadres de l'armée d'active combattent en Indochine. Chaque jour, chaque nuit, dans les rizières du Tonkin, dans cette lutte atroce contre les partisans, des officiers et des sous-officiers de grande valeur tombent ; chaque année, l'équivalent d'une promotion de Saint-Cyr. Voilà le drame. Il faut également se rappeler les dégagements massifs de cadres en 1944-45, où des milliers d'officiers furent éliminés en raison de leur attitude peu orthodoxe aux yeux du nouveau régime. Une telle saignée se fait sentir à longue échéance. Ces vides ont-ils été comblés par une nouvelle génération d'officiers et de sous-officiers compétents ? Hélas non, si de nombreux éléments sains existent, ils restent isolés, souvent méprisés. Tous ceux qui sont en rapport avec les recrues du contingent incorporé chaque année s'accordent pour souligner le manque total de moral des conscrits. Comment d'ailleurs s'en étonner ?

Pendant des années, dans la presse, à la radio, une propagande savamment orchestrée s'est ingéniée à prêcher la désobéissance, le mépris des supérieurs, la rébellion, pour atteindre son point culminant avec ces procès de soi-disant criminels de guerre où des unités entières étaient déclarées collectivement responsables, où de simples soldats pouvaient être jugés et condamnés par des lois rétroactives pour avoir rempli leur seul devoir. Une large brèche a ainsi été ouverte dans l'édifice militaire qui repose

avant tout sur la discipline. Pour un soldat, quel qu'il soit, un ordre reçu doit être exécuté sans discussion, sans quoi, il n'y a plus d'armée. Il est bien évident que les fâcheux précédents créés par de telles juridictions auront de graves conséquences dans le cas d'un nouveau conflit. Qui peut aujourd'hui prévoir l'attitude qu'adopteront certains combattants en face d'ordres sévères, mais nécessaires dans une nouvelle guerre totale ? Ne risquent-ils pas, dans l'éventualité d'une défaite ou d'une capture, de comparaître au nom des mêmes principes devant un tribunal ennemi en qualité de criminels de guerre ? Cette menace pourra les amener à ne pas exécuter tels ou tels ordres, on voit où cela peut mener.

Les objectifs fixés à la conférence de Lisbonne n'ont pas été atteints. La France a dû renoncer à la mise sur pied de certaines divisions, afin de compléter les effectifs de celles actuellement en formation. Ce retard sur le plan initial, s'il répond à des difficultés d'ordre économique, financier et politique, provient aussi d'un manque de cadres. On sait que certaines divisions manquent d'officiers dans la proportion de 15 % et de sous-officiers dans celle de 35 %. La ponction opérée par la guerre en Extrême-Orient, les limogeages de 1945, en sont en grande partie responsables, mais la carence des jeunes Français, la dérobade de la jeunesse française ont aggravé la situation.

Un grand nombre de jeunes, étudiants et autres, appelés à accomplir leur temps de service, refusent, même s'ils en possèdent les aptitudes physiques et morales, de suivre le peloton ou les écoles d'officiers de réserve.

Ils jouent les désabusés, les anarchistes de gauche ou de droite, se proclament anti-militaristes et restent, ce dont ils tirent une certaine vanité, des soldats mal notés ou, au mieux, des premières classes !

Cet état d'esprit a pris une ampleur telle que Jules Moch lui-même, alors qu'il était encore ministre de la défense nationale, lança un appel aux jeunes Français bacheliers ou étudiants, pour qu'ils acceptent de remplir leur devoir en formant les cadres indispensables de notre armée. On envisagea aussi d'obliger les élèves de certaines grandes écoles à accomplir un temps de service supplémentaire, en particulier Polytechnique, avant de pouvoir entrer dans l'administration ou l'industrie.

Une telle fuite devant les responsabilités dénote un mal profond, une désintégration morale dont l'âme française et la jeunesse française sont frappées. Depuis des années, on a tué à petit feu son enthousiasme et sa pureté sous le prétexte de la démocratiser. Une littérature, glorifiée comme l'essence de la pensée française, a tué sa foi pour seulement exalter ses bas instincts. Toute l'influence d'intellectuels cosmopolites atteints du mythe de la gauche, le travail de désagrégation de pervertis, de refoulés, de tarés, encouragés par nos gouvernants, ont lentement brisé l'âme de la jeunesse française. Telles sont les causes profondes de la faillite actuelle.

Si l'on ajoute à ce bilan la criminalité juvénile et les incohérences de notre système économique, on comprendra le drame de l'armée française : d'une armée capable de construire et de

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

posséder d'excellents prototypes, comme le char de 50 tonnes, les canons de 75 sans recul, les armes anti-chars personnelles, ou les canons auto-moteurs, sans parler de chasseurs à réaction de grande classe, mais dans l'impossibilité de les produire en série. Cet armement reste limité à des têtes de séries dont le prix de revient demeure trop élevé. Ainsi, un char français de 50 tonnes, dont nous ne possédons que quelques exemplaires, revient à plus du double de ceux fabriqués en Angleterre. C'est pourquoi un grand nombre d'unités françaises possèdent un matériel hétéroclite : la marine en fournit un exemple typique, puisqu'elle a en service des bâtiments français, anglais, allemands, américains et italiens.

Chaque Français, par surcroît, contribuable étrillé, est en droit de se demander, à la lumière de cette situation matérielle et morale, si les crédits militaires, exception faite de la guerre d'Indochine, engloutis depuis 8 ans, sont en rapport avec les résultats obtenus !

Les quelques scandales révélés çà et là avec pudeur, des culottes de gendarmes aux aérodromes de l'O.T.A.N., donnent une petite idée des pratiques couramment appliquées lors de la passation des marchés avec l'Etat, où les soumissionnaires s'entendent pour imposer des prix exorbitants, et partager ensuite les bénéfices.

L'armée française reste malgré tout l'une des plus mal payées. Les officiers se plaignent de leurs soldes toujours en retard par rapport au traitement de la majorité des fonctionnaires aux échelons correspondants. Il faut, bien entendu, mettre à part les forces françaises en Allemagne et en Extrême-Orient, où les soldes sont très suffisantes. Les trois-quarts des jeunes polytechniciens préfèrent rentrer dans l'industrie où des salaires élevés leur sont aussitôt offerts, plutôt que de débuter comme jeune sous-lieutenant dans une garnison morose avec une solde famélique. Il en va de même pour Saint-Cyr, ou plutôt l'ex Saint-Cyr, aujourd'hui démocratisé, où les candidats se font toujours plus rares.

Une œuvre immense de redressement s'impose donc, tant sur le plan moral qu'économique, politique et financier. Reforger une armée, lui redonner des cadres d'élite, sont des entreprises de longue haleine auxquelles il faut s'atteler dès maintenant sans quoi il sera trop tard et l'Asie le fera à notre place.

Comment ranimer la foi chez ces jeunes, comment leur donner le goût du risque, l'esprit de sacrifice, le sens du devoir, de la discipline, de la camaraderie, comment faire naître en eux cette foi européenne indispensable à notre salut, comment sur le plan national actuel et européen demain forger une armée jeune, sportive, dynamique, bien équipée et supérieurement entraînée ?

Car une armée sans foi, sans moral, est battue d'avance. Cela ne sert à rien de la doter de matériel ultra-moderne, cela ne sert à rien d'engloutir des milliers de milliards pour une armée qui n'aura pas de volonté combattive, parce qu'elle ne croira à rien, pas même à sa force !

Dans une nouvelle guerre, le combattant, l'homme, sera, lui aussi, une arme secrète déterminante.

LE SERVICE MILITAIRE DU TRAVAIL

Nous n'avons pas la prétention de présenter des remèdes-miracles ou des formules sibyllines chères à notre actuel ministre de la défense nationale, mais nous voulons exposer quelques idées claires, réalisables et inspirées par le simple bon sens.

Il est patent que le service militaire actuel de 18 mois présente de graves inconvénients. Il permet d'avoir sous les drapeaux des effectifs importants, inégalement équipés et entraînés, et des divisions souvent loin de l'effectif complet, mais néanmoins immédiatement disponibles et rapidement mobilisables pour assurer une couverture en cas d'aggression. Ce système coûte très cher, bien que la nourriture, l'habillement, le prêt et l'état des casernes soient loin de répondre aux besoins tant sur le plan pratique que sur le plan moral. La période de classes une fois terminée (elle s'étale en moyenne sur neuf mois), les hommes demeurent pratiquement inactifs dans leurs casernes et cantonnements ou sont employés à des travaux abrutissants et sans aucune valeur. Dès lors, le moral des recrues déjà faible au départ offre un terrain favorable à toutes les propagandes subversives : de l'antimilitarisme au neutralisme en passant par l'objection de conscience. Il suffit dans une chambrée de quelques éléments troubles ou d'un agent provocateur pour détruire ce qui subsistait du moral de la troupe. Le soldat n'est plus fier de son uniforme, de son armée, et méprise ceux qui veulent devenir sous-officiers ou officiers en les qualifiant de lèche-bottes ou de militaristes attardés. Quand les hommes cessent d'estimer leurs chefs, ils cessent d'obéir. Quand, dans une armée, le système D est érigé en principe moral, quand la tenue débraillée est à la mode, il n'y a plus d'armée, mais seulement un grand corps invertébré sans âme, un conglomérat visqueux prêt à s'effondrer au premier choc.

Rappelons à cet égard les manifestations, certes très limitées, mais cependant symptomatiques qui se déroulèrent en Allemagne lors de l'annonce du service de 18 mois. Des soldats français ont manifesté dans les cinémas ont barbouillé les murs de leurs casernes d'inscriptions contre les 18 mois et l'armée en général. Sur le plan européen, les événements de Belgique où des hommes tentèrent une rébellion, et, tout récemment, l'attitude de certains soldats danois, même s'ils restent toujours très localisés, n'en traduisent pas moins un état de désagrégation morale qu'il ne faudrait pas négliger.

La seule solution réside dans l'instauration du Service Militaire du Travail en scindant en deux parties la période de service : un temps de service militaire du travail et un temps de service militaire proprement dit.

FORGER DES AMES ET RECONSTRUIRE UN PAYS

Pendant le temps de service militaire du travail, les jeunes recrues recevraient une instruction militaire de base : école du soldat sans armes, tir, défilés, chants, etc... mais la majeure partie de leur temps serait consacrée à des grands travaux d'inté-

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

rêt national et européen dans de vastes chantiers répartis sur l'ensemble du territoire.

L'œuvre à accomplir est immense. Il faut bâtir un réseau d'auto-routes ultra-modernes (double voie, avec parcs, relais d'essence, postes de secours, téléphones publics, etc...) car le réseau routier français qui, dans l'ensemble, fait honneur à notre pays, n'est plus aujourd'hui à la hauteur de l'intense circulation automobile. Ce réseau de plusieurs milliers de kilomètres devrait être raccordé au réseau allemand et aux grands projets d'auto-routes européens reliant les principaux centres de la Péninsule ibérique à la Baltique et l'Atlantique aux Balkans. Tous les ans, sur le seul plan français, 175 à 250.000 jeunes hommes selon les classes travailleront au service du pays. Ces soldats de la pelle ont devant eux des tâches énormes qui les occuperont génération après génération pendant des années, grands travaux tels que barrages, centrales hydro-électriques, centrales thermiques ou atomiques, amélioration et création de nouveaux canaux, suppression des passage à niveau, etc...

Sur le plan de la reconstruction et de la construction, il faut fournir un effort colossal. Le retard pris par notre pays entre les deux dernières guerres, associé à la poussée démographique et à la vétusté d'un grand nombre d'immeubles impose l'édification d'au moins 5 millions de logements. Les îlots insalubres qui déshonorent Paris et nos grandes villes doivent être rasés. Tous ces taudis, véritables agents recruteurs pour les sanatoria poussent à l'alcoolisme l'homme fuyant un foyer immonde. Ce problème du logement commande une réaction en chaîne qui tend à détruire le moral d'une nation en affaiblissant son capital-santé. Ce capital tous nos gouvernements l'ont jusqu'à maintenant dilapidé grâce à leur folle inconscience. Le même problème se pose pour l'équipement rural, l'électrification des campagnes, les adductions d'eau, les égoûts et les grands projets, enfouis au fond des cartons ministériels, comme ceux du ravitaillement en eau potable des grands centres, en particulier la région parisienne.

Ce service jouera aussi un rôle déterminant dans la défense nationale.

C'est à lui qu'incomberait la construction des aérodromes, des grandes pistes d'envol pour l'aviation tactique et les bombardiers stratégiques ainsi que du réseau de terrains secondaires de dégagement qui se sont révélés si utiles pendant la dernière guerre, en cas d'attaques aériennes intenses de l'adversaire. Les postes de radar, les emplacements de D.C.A., les parcs à munitions, les dépôts de matériel et de vivres, les bases sous-marines, les rampes de lancement pour fusées ou encore les fortifications, les casernes et les camps d'instruction doivent, eux aussi, être en grande partie construits par les hommes du service militaire du travail qui pourront, en outre, participer à la construction de vastes et nombreux abris anti-aériens et anti-atomiques dont la France manque totalement.

Toutes ces missions offertes au S.M.T. pourront être réalisées en coopération avec les entreprises de travaux publics et les services ministériels intéressés.

L'adoption d'un tel système de service militaire dédoublé, fournit l'outil nécessaire au redressement moral de la jeunesse, à sa désintoxication. Il permettrait de la débarrasser de tous les faux principes, de tous les préjugés dont elle a été abreuvée. Il l'arrêtera dans sa course vers le désespoir et le nihilisme.

Des jeunes hommes travailleront pendant un an à l'air pur dans des chantiers immenses où ils renforceront leur potentiel physique. Les jeunes intellectuels, les jeunes ouvriers et la jeunesse rurale apprendront à se connaître et à s'estimer dans la même tâche. Le goût du travail et de l'effort, le sens de la discipline s'en trouveront renforcés, non par la contrainte, mais parce que chacun sentira au fond de lui-même réapparaître la foi qu'il avait perdue.

Ce même service pourrait dans une large mesure servir d'apprentissage, de nombreux jeunes y acquerront des notions qu'ils pourront ensuite utiliser dans la vie civile. La vie commune en plein air, dans des cadres choisis pour leur grandeur et leur beauté, des camps spacieux et confortables, un travail sain et dur, une discipline juste, des loisirs appropriés seront autant d'étapes dans la lutte pour le moral de l'armée.

LE SERVICE MILITAIRE PROPREMENT DIT

Au bout de ce temps de service militaire du travail, le jeune soldat accomplira son service militaire proprement dit. Ce temps de décantation, de préparation physique et morale aura fait de lui un homme nouveau, plus fort, plus robuste, plus sportif, ayant acquis une certaine foi, un esprit qui faciliteront son entraînement.

Les instructeurs pourront, à la lumière des aptitudes révélées pendant le service du travail, l'affecter dans une arme en fonction de ses désirs, ses aptitudes et des exigences des effectifs de l'armée. L'instruction spécialisée pourra alors commencer aussitôt, parce qu'il aura été dégrossi. L'entraînement sera plus intensif, plus poussé et le jeune soldat ne connaîtra plus pendant son service le désœuvrement si préjudiciable à son moral comme c'est le cas dans le système actuel.

L'entraînement hautement spécialisé, les différentes armes tendant à former de plus en plus des techniciens, ne devra pas faire perdre de vue le fait que le soldat doit avant tout recevoir une large instruction de base comme combattant. Que le radio, l'artilleur, l'aviateur ou le soldat des chars connaissent à fond leurs armes et leur possibilité, d'accord, mais il faut aussi que l'artilleur dont la pièce a été mise hors combat, que l'aviateur abattu, le soldat des chars dont l'engin est détruit ou l'homme des services de logistique soient capables de combattre en parfait fantassin lorsque des circonstances graves l'exigent. Un recul, une percée ennemie, un parachutage massif, des actions de partisans commandent une riposte rapide en utilisant tous les moyens du moment, c'est pourquoi une spécialisation à outrance est dangereuse. Jusqu'à nouvel ordre, le fantassin occupe toujours le terrain et doit le nettoyer. Tout soldat doit donc posséder la formation indispensable du combat, quels que soient son arme ou son service.

UNIVERSITY OF MILITARY LIBRARIES

L'esprit d'une telle armée sera complètement rénové.

La discipline, la camaraderie, la foi lui donneront cette cohésion indispensable, la force de traverser des périodes critiques sans flancher, car rien n'est plus contagieux que la panique. Tout l'édifice peut s'effondrer d'un seul coup. Dans cette armée nouvelle, la discipline librement consentie sera acceptée et respectée parce que tous auront le sentiment de participer à une œuvre commune. Pendant le service, une stricte hiérarchie : hommes de troupes, sous-officiers et officiers ; en dehors du service, des camarades engagés dans la même lutte avec la même foi consciente.

Cette division du service militaire permettra de créer une nouvelle élite parmi les jeunes, de former les cadres de l'armée, en premier lieu le corps des sous-officiers dont l'importance est capitale puisqu'ils vivent au contact des hommes. Elle formera des officiers jeunes, sportifs et dynamiques. Ainsi, il ne saurait plus être question de prôner, à l'instar des rêveurs, une quelconque armée de soldats-citoyens où d'accepter l'objection de conscience.

Le soldat en accomplissant son service n'aura plus l'impression pénible, comme c'est souvent le cas dans l'armée française, de perdre son temps. Son temps de service lui aura donné un potentiel physique et moral important, pour certains un métier, et il aura en même temps contribué à l'équipement du pays.

Les avantages économiques et financiers de ce service apparaissent d'une manière suffisamment éclatante, pour qu'il soit inutile d'insister longuement sur leur valeur.

L'Etat tirera profit de ces recrues qui, en tant que soldats, assureront la défense nationale et participeront aux grands travaux d'équipement. Une grande partie des crédits militaires ne sera plus stérile dans la mesure où des énergies restent inutilisées pendant 18 mois. Le renforcement de la défense aura pour conséquence la construction du pays. Cela rendra possible un relèvement considérable des prêts, en laissant toutefois à l'Etat le bénéfice d'une main-d'œuvre peu coûteuse.

Si nous transposons ce système à l'échelle européenne, son utilité apparaît encore plus déterminante. Quel paradoxe que cette Europe morcelée, en difficile gestation, tiraillée entre l'Est et l'Ouest, en proie à des convulsions internes, tandis que tout est à construire ou à reconstruire, que des milliers de kilomètres d'autoroutes et des millions de logements font défaut, que des millions de chômeurs vivent dans la misère. Le gigantesque effort de réarmement qui s'impose aux nations européennes si elles ne veulent pas disparaître dans une nouvelle guerre sera plus aisément supporté, si le Service Militaire du Travail à l'échelle d'une véritable armée européenne se charge de former d'excellents combattants et d'édifier le socialisme européen.

Chaque année près de 2 millions de jeunes Européens partiront bâtir leur plus grande patrie. Quel combat plus exaltant peut-on leur proposer ? La guerre moderne, qui est totale, ne se gagne pas seulement par des armées nombreuses, bien équipées, disciplinées, au moral à toute épreuve, mais aussi grâce à une stabilité économique, politique et financière, une produc-

tion record, un climat social harmonieux. Les soldats européens ont pour mission d'assurer leur défense et de reconstruire leur grande patrie.

Un tel projet n'a rien d'utopique et a déjà fait ses preuves. Qui a construit en grande partie les auto-routes allemandes, les cités ouvrières, les grandes installations militaires ?

Les Soviétiques emploient eux aussi dans une large mesure l'armée à des grands travaux et les Chinois en fournissent un autre exemple, lorsque des armées entières entreprennent la construction de routes d'intérêt stratégique et économique.

Sur le plan français, les légionnaires n'ont-ils pas effectué un travail analogue en Afrique du Nord, en particulier au Maroc?

Le Service Militaire du Travail peut en France, faire avancer la reconstruction, la construction et l'équipement national d'une manière décisive. En préparant physiquement et moralement les hommes d'une nouvelle armée, il sera le premier stade vers la véritable armée européenne.

Ainsi, l'armée européenne, elle-même, grâce au Service Militaire du Travail, ne sera pas seulement une force de protection, mais elle participera aussi aux grands travaux du socialisme européen.

Maurice MESTAT

▪▪▪▪▪▪▪▪

CONCOURS INTERNATIONAL DE FORMATION OUVRIERE

Le Front de la Jeunesse Espagnole organise annuellement depuis 1947, un Concours de Formation Ouvrière ouvert aux apprentis de 14 à 17 ans (première catégorie) et de 17 à 20 ans (deuxième catégorie) des professions du bois, du métal, de l'électricité et de certains arts graphiques. En 1953, sera organisé également un Concours International de Formation Ouvrière ouvert aux apprentis et jeunes ouvriers de moins de 21 ans des mêmes catégories professionnelles. Les concurrents sont répartis, suivant leurs spécialités, en dix-sept branches techniques (par exemple, ébénistes, modélistes sur bois, tourneurs sur métaux, fraiseurs, ajusteurs, fondeurs, etc.). Tous les frais de séjour et de voyage sur le territoire espagnol à partir de la frontière, sont pris en charge par le Front de la Jeunesse Espagnole. La date du concours est prévue pour le 15 novembre 1953, à Madrid.

Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à *Défense de l'Occident*, qui transmettra. Les élèves des écoles techniques sont admis à participer au concours.

Nouvelles européennes
Nouvelles politiques

LE COMPLOT DU RENVERSEMENT DES ALLIANCES

Est-ce la grande pensée du petit Bidault ? Dans certains milieux allemands, on parle beaucoup, en tous cas, des tractations secrètes entreprises depuis quelque temps, et dont le signal fut donné au Congrès radical par le discours d'Edouard Herriot, vieux protagoniste de l'alliance soviétique. Pour certains hommes politiques français, le renversement des alliances serait la véritable politique de remplacement en cas d'échec de la ratification du traité de Bonn devant le Parlement français. Voici comment un journal allemand envisage cette politique :

« Il est possible que les Français apportent un changement essentiel au jeu des forces en présence, en se mettant peu à peu, dans les coulisses de la politique mondiale, du côté de l'Union Soviétique. L'opposition au traité de Bonn gagne de plus en plus dans l'opinion française, en dépit des démentis officiels. On voit au contraire se développer la pensée que les Soviets ne représentent nullement un danger de guerre immédiat, qu'ils sont plongés dans leurs grands projets d'équipement national, que la mort de Staline les a placés devant un problème intérieur de consolidation et qu'un réarmement imprudent de l'Europe pourrait avoir pour effet de déclencher une attaque soviétique, tandis que l'armée européenne donnerait un rôle important à l'Allemagne : ce sont toutes ces considérations qui poussent les Français à différer la ratification du traité d'armée européenne et à enterrer eux-mêmes le projet dont ils ont été les promoteurs.

« La politique extérieure française ne pourra pas rester éternellement négative. A la longue, il faudra que les Français aient un programme positif. Selon toutes probabilités, ils détermineront ce programme dans le sens de leur amitié traditionnelle avec l'Union Soviétique, sur la base des accords de Potsdam pour la collaboration entre les « Alliés ».

« Si les Soviets gagnent la France à l'idée d'une alliance franco-soviétique, ils n'ont plus besoin de s'assurer la neutralité inconditionnelle de l'Allemagne occidentale. Un pacte occidental privé de la collaboration de la France n'a plus de sens, non que les forces de la France soient un élément décisif dans un tel

pacte, mais parce que, si la France se désintéressait du bloc antisoviétique occidental, un facteur psychologique capital manquerait et ce retrait aurait pour résultat de paralyser toute la politique occidentale. Il suffit, pour la réussite de ce plan, que la France ne fasse pas payer trop cher son concours. Et il est bien évident que l'amitié « traditionnelle » des deux peuples devra être fondée, selon la France, sur le maintien définitif du partage de l'Allemagne, base sur laquelle les Soviets se trouveront d'autant mieux d'accord qu'elle leur offre l'avantage de pouvoir soviétiser définitivement et totalement l'Europe orientale ».

LE VOYAGE DE CHURCHILL A MOSCOU

Une intrigue parallèle se poursuit du côté anglais, mais avec d'autres mobiles. La pensée secrète du petit Bidault n'est pas l'intérêt français, mais le maintien au pouvoir d'une série de régimes antifascites de Front populaire dans l'esprit de 1945. Rester à 1945, revenir à 1945, est la pensée unique des participants français du complot.

Pour Churchill, au contraire, les motifs sont d'ordre économique : il veut avoir l'initiative de la pacification pour recueillir le premier les contrats et les avantages qui seront la prime de réconciliation. Sa politique anti-allemande et anti-européenne n'est pas une politique idéologique : c'est simplement une manœuvre qui a pour but de paralyser de dangereux concurrents commerciaux.

D'où le projet sensationnel annoncé par l'*Evening News*, celui d'un voyage-éclair de Churchill à Moscou pour rencontrer Malenkov et « préparer » une conférence à quatre, à l'échelon des ministres des Affaires étrangères d'abord, et, ensuite, à l'échelon des chefs d'Etat.

A peu près à la même date, le *Daily Sketch* journal illustré à très gros tirage, invite les journalistes de la *Pravda* à faire connaître leur point de vue dans ses colonnes, et il s'engage à ne faire ni corrections ni commentaires aux textes qui lui seront fournis.

Il y a, dans ces propositions, une volonté d'apaisement à laquelle nous ne pouvons qu'applaudir, et nous les approuverions sans arrière-pensées si tout cela ne faisait pas un ensemble un peu inquiétant. Car, la « découverte » de la renaissance du nazisme en Allemagne, *après* la conversation dramatique Churchill - Eisenhower, le combat sournois et opiniâtre contre tout rapprochement franco-allemand et toute politique européenne, la « reprise » des conversations avec les Soviets forment un tout. Dans la pensée de Churchill, comme dans celle de Bidault-Mayer, c'est l'Europe qu'il s'agit de jeter par-dessus bord. Pour que la *troisième force* soit l'Angleterre, et non l'Europe, pense Churchill. Parce que l'Europe n'a pas d'intérêt, si elle n'est pas l'Europe des banques juives, pense Mayer. Pour que nous revenions au « patriotisme » de 1945 et à la haine de « l'Allemagne éternelle », pense Bidault. Nous sommes tout doucement en train de changer

de politique étrangère. Ce serait si bon, n'est-ce pas, d'être enfin seuls, et de mijoter tout doucement dans la décadence, l'antifascisme, les haines civiles, les petits procès, la défense républicaine, les revues du quatorze juillet, avec la bénédiction du « parti de Maurice Thorez », sous l'œil paterne et bienveillant de Malenkov enfin apaisé par notre totale impuissance ?

LE PROBLEME DU JAPON

Ainsi il n'est pas difficile de voir que les nouvelles dispositions soviétiques ont déjà donné lieu, *sans que les Soviets se soient donnés la peine de faire la moindre concession réelle* à toute une série d'intrigues fructueuses pour leur politique. La situation du Japon leur offre une carte encore plus favorable. Une analyse du grand hebdomadaire italien *Noi* présente ainsi le problème de l'économie japonaise :

« Depuis la guerre de Corée, l'industrie japonaise travaille à plein pour l'armée américaine. Si la guerre de Corée prend fin, comment va-t-on occuper l'industrie japonaise ? Le Japon possède 84 millions d'habitants qui vivent sur un archipel qui ne produit pas assez pour nourrir sa population, par manque d'espace vital. Le Japon n'a pas de charbon (les rares gisements qu'il possède sont médiocres et ne fournissent qu'un charbon sulfureux de mauvaise qualité), il n'a pas non plus de minerai de fer. Comment faire vivre ces 84 millions d'individus ? Si l'on jette 10 millions de travailleurs sur le pavé, ce chômage dramatique sera une bénédiction pour la propagande communiste. D'autre part, le charbon américain coûte au Japon 30 dollars la tonne, tandis que le charbon chinois n'en coûte que 7. La même disproportion se retrouve dans les prix du minerai de fer. Le Japon devrait donc, dans une économie normale, être un client de la Chine, qui est son seul fournisseur de matières premières et en même temps le seul marché sur lequel il puisse vendre ses produits. Mais, dans ce cas, le Japon subirait inévitablement l'influence chinoise, Dans une atmosphère de paix, le Japon risque de tomber complètement dans l'orbite économique de la Chine, et bientôt après dans son orbite politique. »

COMMENT ON DECLENCHE UNE GUERRE

Il est toujours difficile d'écrire l'histoire. Même aujourd'hui, beaucoup de points demeurent obscurs dans l'origine de la guerre de 1914. Combien de Français savent l'opposition très vive de l'ambassadeur de France en Russie à la politique de guerre de Poincaré, et combien se souviennent que, lors de la visite du Président de la République à Saint-Pétersbourg, l'ambassadeur de France refusa de paraître aux cérémonies ? Beaucoup de papiers dorment encore, mais l'histoire officielle n'est pas pressée de découvrir la vérité.

On commence à savoir que, dans tout l'hiver 1939, pendant la *drôle de guerre*, des négociateurs, profitant du calme du front, firent d'incessants

efforts pour aboutir à un accord. De patients pourparlers furent conduits, en particulier entre le Foreign Office et la Wilhelmstrasse, et ils furent sur le point d'aboutir. Sait-on la clause qui fit obstacle à la paix ? Les Anglais exigeaient absolument que l'Allemagne renonçât à son autarcie économique et revînt à l'étalon-or et au libre-échange. C'est sur ce point précis que les pourparlers échouèrent et que la guerre fut déclenchée.

Le fait, mentionné dès 1947 dans le Bulletin très autorisé d'un cercle de réformateurs financiers anglais, fut repris dans une conférence du colonel J. Creagh Scott, ancien officier très connu, prononcé à Chelsea Town Hall, à Londres, et il ne fit l'objet d'aucun démenti. On se souviendra, par ailleurs, que le retour à l'étalon-or fut expressément mentionné, sur la demande de M. Montagu Norman, dans la Charte de l'Atlantique, et que, plus tard, cette mesure qui devait être si funeste à l'économie anglaise et si souvent maudite par Churchill, fut approuvée, un beau matin, *sans débats* par les Communes, en dépit des promesses réitérées du gouvernement d'accepter une discussion.

Mais le pouvoir des banques et de l'internationale de la haute finance n'est-il pas précisément fondé sur cette mesure, qui est la clef de leur toute puissance dans la politique mondiale ? La sujétion politique commence par la sujétion financière. Nos hommes d'Etat font de beaux voyages à Washington. Ils en ramènent de quoi soutenir le malade : mais, tout le monde s'arrange pour que l'Europe reste l'homme malade de l'Occident et pour que les véritables moyens de la santé et de la force lui soient constamment refusés. Tout le reste est littérature.

LES ELECTIONS MUNICIPALES

Le succès des indépendants aux élections municipales est un fait politique très important. Il y a là, avant tout, un succès personnel de M. Antoine Pinay, de l'investiture duquel se réclamaient toutes les listes indépendantes « officielles ». Et l'échec des listes indépendantes dissidentes prouve bien qu'on a voté non pour une étiquette, mais *pour* certaines méthodes politiques.

L'opinion ne s'est pas laissée prendre aux campagnes de dénigrement systématique menées contre Pinay : elle a refusé de considérer son expérience comme une faillite. C'est là le premier sens du scrutin. Et, dans une démocratie normale, une telle réponse du pays devrait avoir comme conséquence un changement d'équipe ministérielle.

Mais il n'y a pas seulement dans ce vote une approbation. Il y a aussi, il y a essentiellement une condamnation. La condamnation de la politique malhonnête conduite depuis sept ans par le gang des pirates et des profiteurs. C'est l'honnêteté qui a été plébiscitée, le sérieux dans la conduite des affaires, l'esprit de suite et le bon sens, en un mot les qualités personnelles d'un homme et la tendance d'une gestion.

Car, il faut bien dire qu'en dehors de cette *honnêteté*, de ce changement fondamental de l'esprit et des hommes, les indépendants n'apportent aucun programme précis et cohérent. C'est bien cet aspect négatif du vote qui est le plus remarquable. Les électeurs ont préféré aux programmes, dont ils sont saturés, un certain esprit de gouvernement. Ce qui les intéresse, c'est moins les promesses que le retour à des méthodes saines. C'est le syndicat des profiteurs et des voleurs, le syndicat du « système » qui a été rejeté. On lui préfère des hommes qui ne promettent pas des miracles, mais dont on sait qu'ils font sérieusement ce qu'ils font.

Cette orientation des indépendants dans le sens de la posiiton classique des modérés a pourtant ses inconvénients qui peuvent devenir graves. L'existence d'un mouvement national résolu à une action sociale sincère et intransigeante n'a jamais été plus nécessaire. La désagrégation du R. P. F. laisse un vide que les combinaisons parlementaires ne remplaceront pas. Ce serait une chose utile pour Pinay qu'il existât, à côté des indépendants, une aile socialiste des partis nationaux.

L'élection la plus riche d'enseignement a été celle de Bordeaux, où Paul Estèbe et Adrien Marquet, avec l'aide efficace et éloquente de notre ami Jean-Louis Tixier-Vignancour, ont infligé une sévère leçon à la coalition des profiteurs. Une magnifique réunion à l'Athénée devant 10.000 auditeurs, avec Estèbe, Marquet et Tixier-Vignancour clôtura la campagne qui valut dix sièges à la liste de Paul Estèbe. Ce succès a prouvé que là où se fait l'accord de *toutes* les forces nationales dans un esprit combattif, des victoires retentissantes pouvaient être remportées sur les hommes du régime.

Au contraire, quand l'union ne s'est pas faite complètement, comme à Paris par exemple, les listes dissidentes ont eu un nombre de voix très faible, malgré le courage de ceux qui les conduisaient, Les electeurs n'ont pas accepté que les questions de personnes l'emportent sur les nécessités politiques. Ils n'ont pas compris que des listes puissent se présenter, en se recommandant de M. Pinay ainsi que de Jacques Isorni et de Pierre Taittinger, *contre* les listes officielles des Indépendants soutenues par Pinay, Isorni et Taittinger. La réponse sévère des électeurs à des candidats souvent très estimables a été une indication très nette pour une politique d'union des nationaux qui confirme la leçon de Bordeaux. Il est certain que le Centre National des Indépendants faciliterait à l'avenir une politique d'union si largement souhaitée en combattant tout esprit d'intrigue et en faisant une place à tous ceux qui, quelle que soit leur tendance particulière, ont été de bons et fidèles militants de l'action nationale.

LA LIQUIDATION DRAMATIQUE

Malgré les élections, il est possible que la crise ministérielle n'éclate pas. Car la si-

tuation est tellement dramatique qu'on fera tout pour garder un ministère qui protège le gang. Avant tout, ne pas dire la vérité au pays. C'est la seule pensée qui surnage dans l'affollement général. La dévaluation, la banqueroute, l'abandon de l'Indochine, le changement de la Constitution, tout ce qu'on voudra pourvu qu'on ne vienne pas nous demander des comptes. N'importe quel ministère, pourvu qu'il prenne l'engagement d'étouffer les scandales. Le parti communiste lui-même sait et se tait : il marchande son silence.

Les trois points vulnérables sont les affaires d'Indochine (il faudrait dire plus exactement les affaires faites en Indochine), le scandale de la SNEP, et le scandale des fournitures à l'armée.

Le rapport Devinat sur l'Indochine éclate comme une bombe. Et encore, il ne dit pas tout. Devinat et les parlementaires qui l'accompagnaient en Indochine, ont été beaucoup plus loin dans leurs conversations que dans le rapport lui-même.

On leur rappelle opportunément aujourd'hui qu'un rapport parlementaire a le caractère d'un secret d'Etat. Seulement, c'est un secret d'Etat filtrant.

Y a-t-il depuis deux ans un parti de la guerre qui a saboté toutes les négociations parce que la paix mettrait fin au trafic des piastres ? A quel gang politique profite le trafic des piastres ? Faisons-nous tuer en Indochine cinquante mille jeunes Français par an pour permettre au M.R.P. d'avoir une caisse électorale ? Y a-t-il eu de très fortes pressions sur Devinat pour que son rapport « ménage » certaines personnalités et voile certains intérêts économiques ? Voilà les questions auxquelles il importe que l'opinion ne puisse pas répondre.

Quant à l'affaire de la SNEP, elle est *déjà* enterrée. Les intérêts de toute la coalition du « système » y sont trop engagés. Le rapport Joanny ne sera jamais publié. Quant au rapport dont il avait été question sur la gestion générale de la SNEP, il soulèverait de tels relents de décomposition qu'on s'est juré de ne plus en parler. Là encore, l'avantage de « système » est que la consigne du silence a été soigneusement respectée.

Même phénomène pour l'affaire des contrats de fournitures qui touche à des centaines de millards et à des fortunes formidables. Le gouvernement Pinay avait soulevé le voile un instant, puis l'avait laissé retomber précipitamment en découvrant les conséquences.

Pendant ce temps-là nous payons et la France crève. Mais un gouvernement national qui aurait le courage d'ouvrir ces poubelles aurait tout le peuple derrière lui. C'est sur ces scandales que le régime se battra jusqu'au dernier homme. Il empêchera à tout prix la lumière. Cette bataille silencieuse, dont pas un journal ne dit mot, est la bataille politique réelle qui se déroule en ce moment. Car tout le monde sait que, si un homme venait au pouvoir aujourd'hui avec le courage de parler et de châtier, le septennat de la honte et du sang prendrait fin en quelques jours, balayé par la colère du pays.

Etudes et Tribune libre

400 Savants Hitlériens ont fait en sept ans la force des Soviets

Au moment où le monde est placé en face des surprenantes initiatives soviétiques, on ne peut regarder comme anachronique l'enquête de Jost Junker, sur la préparation de guerre russe et sur l'apport qu'a fourni à celle-ci le génie scientifique allemand. Il ne faut pas oublier, aujourd'hui moins que jamais, que les forces soviétiques, non seulement ne se sont pas retirées d'Europe, mais que les dirigeants politiques du Kremlin ont réussi, avec beaucoup d'habileté, à soumettre à leur sphère d'influence une grande partie de l'Europe qui avait combattu contre la dictature de Hitler, pour finir ensuite sous celle de Staline. En face de l'attitude provocatrice de la Russie, il ne restait qu'à courir aux remparts et lorsque les savants américains annoncèrent la production en série de bombes atomiques, les optimismes réapparurent parce que la conviction générale était que la nouvelle arme allait contraindre les hommes du Kremlin à modifier leurs desseins expansionnistes primordiaux.

Mais le 6 septembre 1947, le ministre des Affaires Etrangères d'alors, W. M. Molotov, déclara que le secret de la bombe atomique avait cessé d'exister et que la Russie, elle aussi, pouvait s'en servir. Par la suite furent découvertes diverses organisations d'espionnage.

Si, durant l'invasion allemande, le potentiel russe de guerre se trouvait effectivement en état d'infériorité, comment explique-t-on alors qu'aujourd'hui ce potentiel soit, tant techniquement que scientifiquement, à un niveau presque supérieur à celui de l'Occident ? Nous allons tâcher de donner une réponse aussi complète que possible à cette question.

Même si la presse soviétique continue à affirmer que le progrès de l'aviation est dû au « génie créateur » des savants russes, un doute quelconque est exclu en ce qui concerne le caractère déterminant des techniciens allemands dans ce domaine.

Il fut longtemps impossible d'établir combien de savants allemands, et lesquels, furent capturés par les Russes durant l'occupation de Berlin et il n'est possible qu'aujourd'hui de jeter un jour définitif sur les nombreuses suppositions et conjectures qui ont été formulées. On peut calculer que plus de 400 savants et techniciens allemands ont été déportés en Union Soviétique, dont quelques-uns de réputation internationale, et plus précisément :

le professeur Dr. Peter Thiessen, directeur du Kaiser-Wilhelm Institut pour ce qui regardait la physique, l'électrochimie et leurs ramifications dans le « Reichsforschungsrat » ; le professeur Max Volmer, professeur de physique et de chimie à l'Université de Berlin-Charlottenburg, expert en matière d'isolements et d'accumulateurs ; le baron Manfred von Ardenne, homme d'avant-garde pour les hautes fréquences, la télévision, la microscopie électrique ; le Dr L. Bewilogua, élève du savant Pr Debye, prix Nobel ; le Dr Nikolaus Riehl, directeur scientifique de la société Auer et spécialiste de réputation internationale dans le domaine de la luminescence ; le Dr Ewerst, directeur de l'industrie Osram et spécialiste dans le domaine de l'éclairage ; le Dr Schreiber, plénipotentiaire de l'institut pour les recherches bactériologiques ; le professeur Gustav Hertz, jusqu'en 1933, directeur de l'institut scientifique Heinrich Hertz de Berlin et ensuite du centre d'études de la société Siemens.

Le colonel Tokaïev, ancien chef de l'Académie militaire soviétique, qui s'enfuit en Allemagne occidentale en 1949, déclara à cette date que l'évolution de l'aviation soviétique, par rapport aux progrès réalisés par les experts occidentaux, se trouvait en avance d'au moins dix ans. Peut-être, en l'évaluant à dix ans, Tokaïev a-t-il un peu exagéré, toutefois l'avance existe effectivement, et c'est là l'œuvre de Siegfried Günther, le technicien qui durant la seconde guerre mondiale s'était assidûment occupé d'avions à réaction sous le contrôle du fameux constructeur Heinkel.

LE « CAS » GUNTHER.

En 1945, pendant que le professeur Ernst Heinkel était enfermé dans la forteresse de Landsberg, son élève Günther avait obtenu la permission de rentrer chez lui. Ne sachant à quelle activité se vouer, Günther s'adressa aux autorités américaines, leur offrant de travailler dans une de leurs usines aéronautiques. La demande fut repoussée et Günther fut, à cause de cela, contraint à aller s'installer dans la zone allemande contrôlée par les Russes. En octobre 1946, la police soviétique arrêta Günther, subordonnant sa libération à un pacte de collaboration. La proposition soviétique fut acceptée et le 22 octobre 1946, Günther, avec sa femme Ruth Carola, fut transféré à Kimry près de Kalinine, le centre expérimental le plus important de l'Union Soviétique.

A la fin de 1947, le premier Mig-15 à réaction affronta la phase expérimentale. Ce fut un succès qui avait été jalousement gardé des indiscrétions.

A l'expérience avait participé le fils de Staline qui félicita personnellement Günther, sans lui dire pourtant que sa création avait été attribuée aux techniciens soviétiques. Günther réalisa le La-17, un autre avion à réaction semblable à celui qui avait été conçu quelques mois auparavant.

Le cas de Siegfried Günther n'est pas isolé dans la chronique des événements qui ont porté la force militaire russe à un niveau élevé de perfection technique et scientifique.

LES SAVANTS ALLEMANDS ET LA BOMBE ATOMIQUE.

La position de Thiessen, le premier des savants allemands que nous avons cité, dans le circuit des études scientifiques en Allemagne, était de grande valeur car il s'était révélé un des meilleurs élèves du célèbre chimiste Zsigmondy. L'institut scientifique de Thiessen comptait plus de 100 collaborateurs et était regardé comme le plus important des 30 instituts scientifiques qui portaient le nom de Kaiser Wilhelm. Etant également chef du secteur « chimie » dans le « Reichsforschungsamt », le professeur Thiessen était au courant de toute évolution et avait eu ainsi la possibilité d'évaluer les vieux et les nouveaux projets dans leur ensemble.

On a dit plus d'une fois que l'Allemagne avait serré de près le secret de la bombe atomique et qu'elle avait dépensé des sommes fabuleuses pour la réaliser. En réalité, l'eau lourde que l'Allemagne faisait venir de ses laboratoires en Norvège, était employée surtout comme « frein neutronique » pour les installations de l'énergie atomique. L'Allemagne disposait donc de grandes ressources dans le domaine de la physique, dont le but était de contrôler la scission nucléaire. En 1938, Otto Hahn et Fritz Strassmann furent les premiers à obtenir des résultats positifs dans la réaction nucléaire. Thiessen était au courant de tout et il avait glané en cette matière également une expérience suffisante pour pouvoir se diriger facilement à travers le dédale des formules scientifiques.

LES PROJECTILES.

A la fin de la guerre, les experts allemands avaient réussi à perfectionner 50 types divers de moteurs à propulsion et plus de 160 modèles de fusées à réaction. Naturellement, les autorités américaines ont pu s'assurer un précieux butin, ainsi que le concours du Dr Werner von Braun, dont on a beaucoup parlé ces derniers mois, et qui, à cette époque, était à la tête des laboratoires de Peenemünde ; du général Dornberger, spécialiste des projectiles télécommandés ; du Dr Max Schilling et du Dr Ernst Steinhoff, résidant tous aujourd'hui aux Etats-Unis.

Les Russes, en revanche, se sont emparés des dossiers relatifs à l'étude de substances liquides qui auraient dû, en une seconde période, actionner les nouveaux modèles de projectiles parce qu'en phase expérimentale la propulsion par substances liquides s'était révélée plus efficace. Ceci explique peut-être la raison pour laquelle les techniciens russes sont parvenus à construire des projectiles plus puissants que ceux des Etats-Unis. En plus, le professeur Thiessen remit aux autorités soviétiques toutes les formules concernant la fabrication de lubrifiants spéciaux, parmi lesquels certains non huileux, tendant à réduire au minimum le frottement et l'usure des engrenages de machines. Les expérien-

ces de 1944 avaient donné de très bons résultats et la presse parla de « système révolutionnaire dans la lubrification », comme, du reste, on parla beaucoup de la nouvelle méthode appliquée vers la fin de la même année pour la neutralisation des instruments radar, invention qui se trouve aussi aux mains des techniciens russes.

MANFRED VON ARDENNE.

Non moins importante que la capture de Thiessen fut celle du baron Manfred von Ardenne, un expert en matière de haute fréquence qui, avant de monter sur le trône de la célébrité, avait réussi à élaborer et à appliquer quelques projets significatifs.

Jusqu'en 1938, von Ardenne était en rapports étroits avec les savants anglais et Watson Watts, parla de lui comme de l'un des meilleurs experts en matière d'outillage radar, de sorte qu'il n'y a pas lieu de s'étonner qu'aujourd'hui les Soviets soient très avancés dans ce domaine également. Von Ardenne était aussi expert en matière de radiotechnique, de télévision, ainsi qu'en « microscopie électronique », au moyen de laquelle les biologistes et les médecins russes ont réalisé de sensibles progrès. Mais, la partie la plus importante, les savants russes l'ont gagnée en utilisant les capacités de Ardenne dans l'étude atomique : il suffit de rappeler qu'à l'époque où le gouvernement americain avait affecté deux millions de dollars à l'étude atomique, le savant allemand était parvenu à trouver la formule de la désintégration des atomes. Avec le Docteur Nikolaus Riehl et le Professeur L. Bewilogua, la Russie possède donc une équipe de savants atomiques qui encadrent la figure de Manfred von Ardenne.

LE MYSTERIEUX U. 6.

En août 1939 encore, des agents soviétiques avaient tenté de se rendre compte du point où étaient arrivés les techniciens allemands en matière de rayons infra-rouges. Ils en étaient à un point très avancé et ils le démontrèrent pendant la guerre en appliquant l'outillage correspondant aux armes et aux engins motorisés. Les unes réussirent à atteindre les objectifs même de nuit, les autres à voyager la nuit comme s'il faisait jour. Avec la déportation de Nikolaus Riehl, véritable inventeur du nouveau système à rayons infrarouges, les Russes, aujourd'hui, possèdent également cette précieuse invention.

Si les savants russes sont parvenus à fabriquer la bombe atomique, une part du mérite en revient à Riehl qui, ayant été élève du fameux physicien Otto Hahn et de la Prof. Lise Meitnes, possédait toutes les qualités requises.

Le savant Bewilogua a indubitablement, lui aussi, beaucoup apporté à la science soviétique et il semble que toutes les théories qu'il avait exposées en 1940 dans la revue « *Zeitschrift für*

Physik », ainsi que ses expériences des laboratoires de Dahlem, qui consistaient dans l'emploi de l'huile liquide pour les vols stratosphériques, aient été réalisées dans les laboratoires soviétiques.

Un fait vraiment sensationnel est que les Russes, en 1945, réussirent à s'emparer du sous-marin U-6, le plus moderne du monde, avec ses plans de construction.

Il s'agissait d'un sous-marin insensible à tout radar et capable d'atteindre de grandes profondeurs. La partie scientifique avait été élaborée par le professeur Kupfmüller, tandis que tout le reste avait été conçu par le professeur Max Volmer, qui y avait fait installer des accumulateurs spéciaux à propulsion Walther, mécanisme jusque là presque inconnu aux techniciens occidentaux.

LES ERREURS DE L'OCCIDENT.

La capture du savant Gustav Hertz, un as authentique dans le domaine de la microscopie électronique et dans d'autres secteurs dont s'occupait l'industrie Siemens, ne fut pas moins importante. Avec le docteur Everst, de la société Osram, le professeur Hertz représente le centre vital du progrès technique en Union Soviétique.

Beaucoup d'autres techniciens et experts allemands, comme nous l'avons dit au début, ont été déportés en Russie. En huit ans, leur expérience a donné à la Russie la possibilité de se créer une position privilégiée dans le domaine de la technique et de la science. La guerre de Corée a déjà apporté ses enseignements et si les dirigeants du State Department en sont restés profondément impressionnés, je ne crois pas que ce soit le moment de se réfugier dans l'euphorie utopique du désarmement, mais au contraire de ne pas oublier que les hommes du Kremlin ont su une première fois mettre à profit le facteur temps, car ils étaient convaincus, et ils le sont encore, que la cessation des hostilités en 1945 marquait pour eux la continuation du vieux programme : celui de l'hégémonie mondiale. Pendant que l'Occident se préparait à construire l'édifice compliqué de la paix mondiale, la Russie s'apprêtait déjà à y placer sa dynamite.

Jusqu'à quel point les savants allemands toléreront-ils encore l'exploitation rationnelle de leurs expériences, est une question à laquelle on ne peut répondre. Mais souvenons-nous qu'avoir mésestimé les forces soviétiques sans même prendre en considération la déportation en Russie de quelques flambeaux de la science et de la technique, a été une grave erreur dont l'Occident s'est trop tard rendu compte. Cette expérience servira-t-elle à ne pas tomber dans d'autres erreurs, peut-être irréparables ?

Jost JUNKER.

Le Problème Sibérien

Il y a un chant qui est volontiers chanté par les Russes. Il s'intitule : « Je ne crains pas la Sibérie, la Sibérie est aussi un pays russe ». Mais les maîtres du Kremlin ne le chantent pas, ils agissent plutôt en conséquence. Et cela à l'égard de tous les peuples non russes, des pays de l'U.R.S.S. et des états satellites. Ils agissent comme si le monde entier leur appartenait.

Cependant, la Sibérie, contrairement à une opinion erronée largement répandue, n'a jamais été russe et cela tant sur le plan historique que par l'origine de son peuple. Le caractère national des Sibériens a été déterminé par la conquête cosaque, de même que par l'activité colonisatrice de nombreux peuples d'Europe orientale épris de liberté, principalement des Ukrainiens, les Ruthènes blancs et des Polonais et à l'époque actuelle de quelques autres peuples des pays Baltes, du Caucase et du Turkestan. En face d'eux, la part prise par les serfs russes au développement de la Sibérie ne fut qu'insignifiante, c'est pourquoi le pays est encore aujourd'hui beaucoup moins russe que, par exemple, la Pennsylvanie ou le Massachusetts n'étaient britanniques à l'époque de la révolution américaine.

La Sibérie se trouvait depuis le XIIIe siècle sous la domination du Khan tartare. Celui-ci possédait le Khanat de Sibérie et sa capitale se trouvait à Isker sur l'Irtisch, dans les environs de l'actuelle ville de Tobolsk. Après que des conflits eurent éclatés entre les Tartares sibériens et Novgorod, les Cosaques furent appelés à l'aide leur domination s'étendit rapidement jusqu'à ce qu'elle atteigne le Pacifique en 1648. Cette rapide conquête trouvait son explication dans le fait que ni les Tatares, ni les Turcs n'opposèrent

de résistance digne de ce nom. En 1650, l'Ataman cosaque Chaborow pénétra dans la vallée de l'Amour. Sa poussée fut toutefois stoppée par les Chinois lors du traité de Nerchinsk en 1689. La progression le long de l'Amour fut alors suspendue jusqu'au milieu du XIX' siècle, lorsque toute la rive gauche de l'Amour fut reconnue par les Chinois comme territoire russe dans le traité d'Aigun en 1860.

Les conquérants de la Sibérie n'étaient donc pas les Russes, mais les Cosaques qui, de tout temps, se sont considérés et maintenus comme un groupe ethnique autonome différent du peuple russe. En vérité il s'est trouvé que les Cosaques, guerriers et aimant la liberté, ont joué par moment le rôle d'une sorte de garde frontière du Tsar moscovite, mais il arriva aussi qu'à d'autres époques ils se révoltèrent aux cours de soulèvements sanglants contre la domination de Moscou. Précisément de nos jours, le mouvement d'indépendance des Cosaques est très puissant et aspire à la fondation d'un Etat cosaque souverain qui doit comprendre tous les territoires où la population cosaque est dominante.

Les conquérants cosaques furent toutefois loin de constituer l'apport décisif de la population sibérienne. Au XIX' siècle, il n'y avait guère plus de 20.000 Cosaques dans toute la Sibérie. Au cours des temps, de nombreux colons de nationalités diverses suivirent la conquête cosaque ; ils désiraient ardemment la liberté et cherchaient le début d'une vie nouvelle. Beaucoup de ceux qui n'avaient pas l'intention de supporter la domination rigoureuse du Tsar moscovite, étaient attirés par le vaste pays, qui fut comme l'Ouest lointain pour les hommes d'Amérique. L'existence de ces premiers colons de la Sibérie présente beaucoup de ressemblance avec celle des premiers colons d'Amérique. Il y avait parmi eux des chercheurs d'or et d'argent, des éleveurs de bétail et des fermiers, des chasseurs et des pêcheurs, des marchands et des travailleurs industriels. Moscou y envoya en plus des émigrants forcés, à savoir : des prisonniers de guerre (Suède) des bannis, des membres de sectes et des détenus.

Le groupe le plus important des membres de sectes religieuses était celui des Starowjerys (Vieux croyants) qui, sous la conduite du Protopope Avvakum, demeuraient fidèles aux anciennes coutumes et à la tradition de l'église orthodoxe russe et rejetaient les réformes du Patriarche Nikon au XVII' siècle, par lesquelles l'église fut subordonnée à la politique impérialiste du Tsar russe. Ils furent persécutés sans pitié à cause de cette « rébellion » et massacrés. Les Vieux Croyants trouvèrent la liberté de vivre selon leur croyance dans les étendues sans rivage de la Sibérie, qui ne pouvaient être atteintes par les policiers du Tsar de Moscou.

Les bannis politiques formèrent un groupe important d'émigrants forcés. C'est leur esprit épris de liberté qui donna son empreinte à tout notre pays et il se cristallisa en particulier dans les villes.

Dans la quatre-vingt-dixième année du siècle passé, la Sibérie accueillit un nouveau flot massif de volontaires, en majeure

partie des paysans ukrainiens et ruthènes blancs. En conséquence de cette immigration, l'Extrême-Orient, (« La Lisière verte ») et la Sibérie du sud (« La Lisière grise ») offrirent un visage ukrainien dominant. Dans quelques territoires, les Ukrainiens constituaient plus de 80 % de l'ensemble de la population et représentent précisément jusqu'à nos jours un rempart contre toute influence nationale russe, ou soviétique. En 1918, le troisième congrès ukrainien à Chaborowsk, décida de considérer comme partie intégrante de l'Etat ukrainien tous les territoires Extrêmes-orientaux habités par des ukrainiens. Plus tard, ces Ukrainiens formèrent la seule ossature de la République Extrême-orientale.

Les années de la collectivisation en U.R.S.S. et la politique d'oppression qui en résulta à l'égard des Ukrainiens, des Cosaques et des Ruthènes blancs, conduisit à un nouvel envoi forcé d'hommes non russes vers la Sibérie. Même des sources soviétiques (*La Géographie Economique de l'U.R.S.S.*, 1940), constatent « qu'au cours des 12 dernières années (1926-1939) une émigration consirérable se produisit parmi les populations des Républiques Socialistes Soviétiques d'Ukraine et de Biélo-Russie ». A la suite de ce bannissement, le nombre d'habitants du district de l'Oural de Sibérie et de l'Extrême-Orient a atteint 5.900.000 hommes. L'afflux de nouveaux transplantés fut encore plus grand pendant la seconde guerre mondiale et se poursuit encore maintenant. Des centaines de milliers de travailleurs ukrainiens, des ingénieurs et des techniciens sont contraints de quitter leur patrie et destinés à une « émigration » forcée vers la Sibérie. La même politique est poursuivie dans les pays baltes, en Ruthénie blanche, au Caucase et au Turkestan. A cela s'ajoutent encore des milliers de nouveaux prisonniers de guerre (allemands, japonais, italiens, roumains, hongrois, etc...) qui sont contraints de rester en Sibérie. En outre, des millions de travailleurs forcés vivent dans des camps de concentration qui s'étendent sur ce territoire gigantesque. La population de ces camps de travailleurs forcés en Sibérie est estimée à 10 millions, dont plus de 90 % sont de nationalité non russe.

A la suite de l'afflux incessant, la population augmenta en Sibérie au cours du temps d'une manière soudaine. En 1911, elle fut chiffrée à 8.719.000 ; au moment où éclatait la première guerre mondiale, elle s'élevait environ à 10 millions et 20 années plus tard à déjà plus de 25 millions. Aujourd'hui, elle est évaluée entre 40 et 43 millions d'hommes sans les détenus. Elle présente — comme nous l'avons dépeinte — un assemblage national très hétérogène. Une fraction de ces hommes, unis au pays par le destin, commença peu à peu à s'éveiller à un sentiment de patrie et avec le temps se considéra comme sibérienne. A la seconde et à la troisième génération, apparaît déjà un sentiment d'appartenance nationale commune, qui n'est pas différent du sentiment qui réunit les uns aux autres d'une manière indissoluble les citoyens des Etats-Unis.

Environ 25 % de la population est constitué par des Sibériens des seconde et plus anciennes générations. Ils se considè-

rent eux-mêmes comme « Sibériens » et ont le sentiment d'être une nation différente des Russes. Ce sont les descendants des premiers conquérants de la Sibérie, des premiers colons et de leurs femmes indigènes de même que les descendants des immigrants plus récents. En dehors de la population européenne de différentes origines raciales et nationales, 170 tribus indigènes se trouvent encore aujourd'hui en Sibérie ; quelques-unes d'entre elles présentent une forte ressemblance avec les Indiens d'Amérique. Le peuple tribal des Burjates (900.000 hab.) dans le territoire du Baikal est indiscutablement mongol, dans la vallée centrale du Léna vivent plus de 300.000 Jakutes parlant turc, dans les montagnes d'Altai et en Sibérie occidentale vivent des Tatares, et au nord-est et à l'est de la Sibérie habitent les vieilles tribus Asicus qui semblent apparentées aussi bien aux esquimaux qu'aux indiens. A cela s'ajoutent quelques centaines de milliers de juifs dans le Birobidschan, une des colonies juives installées par les Soviets en Extrême-Orient.

A plus d'un égard, la situation de la Sibérie ressemble aux conditions de vie en Amérique au stade primitif de son développement. La Sibérie est un pays neufr, encore inexploité, riche en matières premières naturelles et de la force active de ses colons. Son étendue, le désir d'activité de sa population, son orgueil juvénil ont quelque chose de typiquement américain. Le Sibérien est un pionnier joyeux d'agir et aime par dessus tout la liberté. Il ne veut rien avoir à faire avec la domination tyrannique de Moscou pour laquelle il n'a que mépris.

Les Sibérens ont constamment aspiré au détachement de Moscou. En 1917, à Omsk, un gouvernement autonome fut proclamé qui réclamait l'autonomie de la Sibérie. Les Alliés occidentaux ne firent toutefois à cette époque preuve d'aucune compréhension envers l'exigence historique de l'heure. Au lieu d'être prévenants à l'égard des forces qui, tant en Sibérie qu'en Ukraine, chez les Cosaques du Don, qu'au Turkestan, en Ruthénie blanche et ailleurs, se trouvaient à pied d'œuvre et aspiraient à une dissolution de la puissance impériale russe, ils appuyèrent toutes les forces qui avaient pour objectif le renouvellement et la conservation de la « Sainte Bonne Vieille Russie », de l'indissoluble empire russe. En Ukraine et en Caucasie, les Alliés soutinrent le général tsariste réactionnaire Denikin au lieu du gouvernement démocratique ukrainien et son armée. Pendant qu'en Sibérie ils portaient au pouvoir l'amiral tsariste Koltschak contre le gouvernement démocratique sibérien. Ainsi le général Denikin put combattre en Ukraine l'armée ukrainienne avec des armes anglaises, armée qui résistait aux bolchevistes et aida de cette manière au maintien de l'empire russe soviétique qui engloutit aujourd'hui une nation après l'autre. En Sibérie, les gardes blancs de Koltschak combattirent en première ligne les « Séparatistes » sibériens et, avec l'appui allié, Koltschak put dissoudre le gouvernement sibérien d'Omsk.

Après qu'également la « République Extrême-Orientale » née en 1918 ne put se maintenir devant la pression japonaise et au début de 1922 eut cessé d'exister par l'entrée de l'Armée rouge

et la proclamation de Kalinine du 17 novembre 1922, la Sibérie se vit incorporée à l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Lorsque le gouvernement soviétique tourna ses regards vers le Pacifique et l'Asie, l'importance de la Sibérie grandit soudainement. En raison de la poussée vers l'est, de nombreux nouveaux centres industriels surgirent en Sibérie montrant que le point de vue de la défense « nationale » était décisif pour Moscou. Les forces de travail pour les gigantesques projets stratégiques furent engagées « par contrat » par le NKWD et toute la Sibérie se transforma en une énorme prison qui, avec ses millions de kilomètres carrés, est la plus grande du monde. La capitale de ce pays d'esclavage, Magadan, compte maintenant plus d'un million « d'habitants » composés sans exception de travailleurs forcés et de personnel de garde. Il reste à faire ressortir que ces esclaves sont presque toujours et partout ressortissants de peuples non russes, animés de la plus grande hostilité à l'égard de Moscou.

La Sibérie est de la plus grande importance stratégique pour l'empire russe. La Russie est seulement devenue une puissance mondiale par la possession de ce pays, parce qu'elle gagne de ce fait la maîtrise sur une masse continentale antarctique qui s'étend de l'Europe centrale au Pacifique et au-delà jusqu'aux côtes des U.S.A. Cette masse continentale cohérente represente non seulement une forteresse stratégique, mais en même temps une base de départ pour des opérations dans les directions les plus diverses. Grâce à la possession de la Sibérie, l'U.R.S.S. est devenue une puissance du Proche, Moyen et en même temps d'Extrême-Orient. Par la Sibérie, les Russes sont devenus les voisins des U.S.A. et ont obtenu sans peine l'accès vers la Chine.

Dans la perspective d'une explication guerrière à venir des puissances mondiales, la Sibérie prend une importance pleine de promesses. Eventuellement, cela peut transformer notre pays en champ de bataille, sur lequel se jouera peut-être le dernier acte du drame mondial et décidera de l'avenir de l'humanité entière. C'est pourquoi il semble à propos que l'Ouest consacre aujourd'hui une plus grande attention au pays sibérien que ce ne fut le cas jusqu'ici. La conduite de la guerre psychologique qui a fait opportunément apparaître les sentiments hostiles à Moscou et anti-soviétiques des Ukrainiens, Ruthéniens blancs, Turkestannais, Polonais, Lettons, Lithuaniens, Esthoniens, parmi d'autres récemment transplantés en Sibérie doit profiter de ces sentiments et s'unir aux efforts traditionnels d'indépendance des Sibériens indigènes, afin de préparer de cette manière une révolution étendue selon le modèle de la révolution libératrice d'Amérique et aplanir la voie vers la création des Etats-Unis de Sibérie. Ce seraient les Etats de l'Oural, de Sibérie occidentale, des Cosaques sibériens, de Sibérie centrale, de Sibérie du Sud, des Burjates-Mongols, des Jakutes, de Birobidschan, de l'Altai, d'Oirotie, de Transbaikalie, de l'Extrême-Orient, de Sakhaline, du

Kamtchatk, maintenus par un gouvernement fédératif commun à Novo-Sibirsk avec des territoires nationaux de protection pour les tribus indigènes de Sibérie du nord.

Le dernier commandant en chef de l'armée des Insurgés ukrainiens, le général Taras Tschuprynka envisageait également ainsi la situation de la Sibérie et esquissa son développement par les traits fondamentaux suivants :

1. — La poussée vers une libération de la domination russe se présente aujourd'hui en Sibérie encore plus fortement que dans les années 1917 et 1920 ;

2. — Les masses des prisonniers politiques en Sibérie devraient être attirées vers cette idée et poussées à appuyer cette évolution.

3. — Avec l'industrie lourde de Magnitogorsk, du Kuznetsk, de Stalinsk, de Komsomolsk et de Magadan, avec le pétrole de Sakhaline et de Kolyma, avec la ceinture de terres noires au sud et les mines d'or du Yakute, la Sibérie serait non seulement en mesure de subvenir seule à ses besoins en tant quEtat indépendant et de mettre ses richesses en valeur, elles en ferait profiter aussi le monde entier.

4. — Le retrait de la Sibérie du territoire de l'empire russe serait une bénédiction pour l'humanité, car la pression de la Russie sur le Pacifique et l'Asie serait éliminée une fois pour toutes.

Si ce vaste plan était réalisé, la Sibérie cesserait d'être un territoire resté en marge de l'histoire du monde, elle serait plutôt métamorphosée en un pays bâtisseur du premier rang. Un pays de millions de kilomètres carrés qui représente aujourd'hui une prison monstre deviendrait un pays libre, riche en trésors naturels, riche en esprit d'entreprise hardie et riche en possibilités de développement très prometteuses.

Pour les Sibériens, les Etats-Unis de Sibérie sont devenus le symbole de la lutte qui est portée actuellement sur une scène d'une étendue immense, dans les camps de représailles et les mines, dans les usines et les forêts, dans les champs, les kolkhoses et dans les villes. Cela signifierait ne pas vouloir entendre un appel historique, si le monde libre occidental négligeait aujourd'hui de se rallier au mot d'ordre : « La Sibérie aux Sibériens ». C'est le moindre des gestes que l'Ouest devrait faire en vue d'engager une évolution si essentielle et si bénifique pour le monde.

(Traduit de *Nation Europa*, Mars 1953)

DE GAULLE ET LE R.P.F.

La décision du général de Gaulle de rompre avec le groupe des députés R.P.F. ne nous intéresse pas par les conséquences parlementaires. Qu'elle prolonge l'existence précaire du cabinet Mayer, cela nous est bien égal. C'est la valeur politique de cette décision qui importe.

En refusant de se mêler au jeu parlementaire, de Gaulle accomplit un geste logique, mais les conséquences de ce geste ne peuvent être celles qu'il imagine.

Il fonde son espoir, une fois de plus, sur la catastrophe. Que cette catastrophe arrive, rien n'est plus normal que de s'y attendre. Mais qu'elle ait pour conséquence un appel angoissé du pays au perchoir de Colombey, c'est une autre affaire. De Gaulle a polarisé les haines ; il a accumulé les fautes ; il n'a derrière lui que des échecs politiques. Quelle assemblée, quel président de la République sera assez fou pour faire appel dans une circonstance grave à ce spécialiste de la guerre civile ? Quelle majorité, même affolée, l'investirait ? Si le régime doit perdre la tête, et nous ne doutons pas qu'il la perdra, s'il doit appeler un homme, il appelera un homme qui peut faire l'union et non celui dont le nom seul ferait surgir les barricades.

Mais c'est bien sur les barricades que compte de Gaulle. Son calcul machiavélique est de « forcer la main » au pays, en l'obligeant à jouer à pile ou face, Thorez ou lui, en *provoquant* justement une guerre civile qui rendrait nécessaire l'intervention d'un militaire. Mais il n'y a pas que lui qui porte un képi. Il a oublié ce détail.

Il a oublié aussi que les forces du socialisme national ne se grouperont pas autour de l'homme qui a réussi à être à la fois l'ennemi de la classe ouvrière et l'ennemi des nationaux. L'heure viendra pour le socialisme national, comme il dit. Mais le socialisme national ne se fera pas avec lui. Il se fera avec les ouvriers et avec les nationaux. Il se fera en dehors de lui et son obstination ne servira que la division des forces socialistes nationales. Mais il se fera quand même malgré lui.

Dans six mois de Gaulle ne sera plus, comme La Roque, comme beaucoup d'autres, qu'un candidat dictateur piétinant, l'arme au pied, dans l'attente du malheur de la patrie. Entouré d'une poignée de fidèles, il marchera inéluctablement vers cette insignifiance à laquelle ses fautes et son orgueil l'ont condamné. L'histoire se fera sans lui. L'histoire aime les catastrophes, mais pas au point de se répéter pour faire plaisir aux joueurs qui ont perdu leur mise.

Désormais, le nom du général de Gaulle est attaché à un double désastre politique, celui de la politique de la Libération et celui du R.P.F. Il ne représente plus qu'un mélange de suffisance et d'incapacité politique deux fois scellé par les événements.

L'histoire de Charles de Gaulle continue : elle le mènera peut-être au coup de pistolet de Boulanger ou au tuyau à gaz de Roger Salengro. C'est le prix qu'on paie les gloires soufflées qu'on ne sait pas porter. Mais l'histoire du gaullisme est terminée. A présent, sur ses décombres, puisse l'histoire du vrai socialisme national commencer !

***

Les journaux français se donnent beaucoup de mal pour nous entretenir de temps en temps de l'affaire Naumann D'un certain article d'un certain Clergier à l'inénarrable *Figaro,* il résultait que la charge la plus grave relevée contre Naumann était d'avoir été en relations avec José Laval, comtesse de Chambrun. Malheureusement une lettre rectificative de Madame de Chambrun est venu réduire à néant cette accablante présomption de complot. *Le Monde,* plus prudent, se contente d'indications fort générales, desquelles il résulte qu'on reproche principalement au Dr Naumann d'avoir dit que les élections de 1953 seraient « les dernières de ce genre ». Si le Dr Naumann a vraiment prononcé cette parole, nous nous permettrons de faire observer qu'il n'a écrit qu'une évidence, les élections de 1953 étant, en effet, vraisemblablement, les dernières qui se feront en Allemagne sous la surveillance des autorités d'occupation.

Est-ce que, des « tonnes » de documents saisis, on ne pourrait pas réussir à extraire une toute petite lettre, la moindre feuille de papier, qui nous permettrait de conclure que le Dr Naumann avait effectivement l'intention de s'emparer illégalement du pouvoir, ce qui est la raison qu'on a donné pour l'arrêter ? Ou nous laissera-t-on conclure que cette affaire est purement fantaisiste, puisqu'après quatre mois d'enquête et de détention du Dr Naumann, on n'a pas encore réussi à convaincre l'opinion de l'ombre d'une culpabilité ?

***

Le mouvement « Citadelle », qui rassemble de jeunes ouvriers et des nationaux, mène depuis trois mois une campagne courageuse et efficace avec son journal mensuel *Fidélité.* Les équipes de « Citadelle » vendent *Fidélité* chaque dimanche dans les quartiers ouvriers, à Grenelle, à Ménilmontant, en uniforme, leur brassard au bras, sous la conduite de Charles Luca, créateur du mouvement. Beaucoup de ces garçons étaient inscrits, il y a quelques mois encore, dans des cellules communistes. Ils sont aujourd'hui parmi les plus fidèles et les meilleurs combattants du mouvement. Bonne chance à *Fidélité,* qui donne un magnifique exemple d'action et de dynamisme.

***

Le mouvement « Jeune Nation » fait paraître désormais régulièrement son journal *Peuple de France.* « Jeune Nation » fait périodiquement des réunions publiques annoncées dans son journal et par affiches. La dernière a eu lieu le 30 avril, avec la participation de Pierre Sidos, animateur de « Jeune Nation ». Attaqué par *Le Figaro,* dans une enquête de Dominique Auclères, « Jeune Nation » a fait une réponse pertinente et énergique, qui a été reproduite dans le numéro du 16 avril de ce journal.

***

Le groupe « Nation et Progrès » a profité des élections municipales pour exposer son programme en présentant des candidats sur les listes d'Union des Républicains nationaux. Ils ont pu exprimer ainsi leurs idées dans la plupart des secteurs de la capitale, continuant ainsi une activité courageuse et continue poursuivie depuis deux ans.

***

Ossian Matthieu, fondateur d'*Europe-Amérique* dont il s'est séparé depuis longtemps déjà, publie à Bruxelles une excellente petite revue mensuelle *La Quinzaine*. Nous aurons sans doute à nouveau l'occasion d'en entretenir nos lecteurs et de reproduire des extraits de ses articles remarquablement documentés.

***

La revue *Défense de l'Occident* et le comité pour un mouvement populaire européen ont organisé une réunion aux Sociétés Savantes, le 24 avril, avec la participation de nos camarades Victor Barthélemy et Jean-Louis Tixier-Vignancour. Un auditoire nombreux était venu écouter les deux orateurs. De nombreux sympathisants se sont fait inscrire après la réunion et ont demandé à nous aider dans la diffusion de *Défense de l'Occident*.

***

Faites lire autour de vous *Défense de l'Occident*. Notre revue est en vente dans les kiosques et chez les principaux dépositaires de journaux. Demandez-la à votre fournisseur habituel. Ecrivez-nous si vous avez des difficultés pour vous procurer *Défense de l'Occident*. Certaines villes de province ne reçoivent pas encore notre journal. N'hésitez pas à nous écrire, 28, rue Serpente, Paris (6e), pour nous en demander l'envoi.

DEFENSE DE L'OCCIDENT

28, Rue Serpente, **PARIS** (6e)

ABONNEMENTS

1 an : 1.000 francs ; 6 mois : 600 francs ; 3 mois : 300 francs
Etranger : 1 an, 1.200 fr. ; 6 mois, 700 fr. ; 3 mois, 400 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 3.000 francs

Adresser tous paiements à : « LES SEPT COULEURS »
35, rue Cortambert, Paris-16e — C.C.P. 218.219 Paris

Le Gérant : Maurice Bardèche - Impr. Martel, à Givors.

ROBERT BRASILLACH

LETTRES ÉCRITES EN PRISON

(OCTOBRE 1944 — FÉVRIER 1945)

UN DES DOCUMENTS LES PLUS EMOUVANTS
SUR LE GRAND ECRIVAIN DISPARU

Tirage limité à 2.500 exemplaires sur Alfa mousse des Papeteries Navarre, tous numérotés ..... **1.080fr.**

Les Sept Couleurs, 35, r. Cortambert XVIe, C.C.P. 218.219 Paris.

Le dernier roman de

CLAUDE FARRERE

Le traître

au 21e siècle
dans l'Europe occupée
un chef d'Etat essaie
de sauver l'Occident

Dans la même collection **"MERS ET TERRE"**

Albert Paraz **L'ADORABLE MÉTISSE**
Roger de Lafforest **LA CRAVATE DE CHANVRE**
Francis Didelot **BELLE ARDENTE**

ANDRÉ MARTEL éd.